

C.A.H.I.E.R. N° 3 - FIGARO DU SAMEDI, 29 OCTOBRE 1994 - N° 15612 / Ne peut être vendu séparément. Commission paritaire n° 57 984

LE FIGARO

magazine

IL Y A 40 ANS LA GUERRE D'ALGÈRE

JEAN LARTÉGUY : Le 1^{er} novembre 1954
JEAN-PAX MÉFRET : Les pieds-noirs dans la tourmente
Et les témoignages de MASSU, DENOIX DE SAINT-MARC,
DELOUVRIER, ORTIZ, SERVIER, BIAGGI, VERGÈS...
Le drame de l'armée, celui des harkis, les intellectuels

UN NUMÉRO POUR L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

LE FIGARO
magazine

ALGÈRIE : IL Y A QUARANTE ANS

- Le 1^{er} novembre 1954,
par **JEAN LARTÈGUY**
- Les pieds-noirs, l'armée,
les intellectuels, les harkis,
Mitterrand et Mendès...

et les témoignages de :
**PAUL DELOUVRIER, JOSEPH ORTIZ,
JACQUES MASSU,
HÉLIE DENOIX DE SAINT-MARC,
JEAN SERVIER, JEAN-BAPTISTE BIAGGI,
JACQUES VERGÈS**

DOSSIER CONÇU ET RÉALISÉ
PAR **JEAN-PAX MÉFRET**

RÉALISATION TECHNIQUE : **SYLVIE MARCOVITCH**

1^{er} NOVEMBRE 1954 : C'EST I



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ
 نحن المؤمنون رجال صدقوا ما عاهدوا الله عليه فمنهم
 من قضى نحبه ومنهم من ينتظر وما بدلوا تبديلاً وسألا
 صدق الله العظيم

نصب تذكاري لذكر الكمين فحم قاعتيت

المسفة الأولى الفاسية: الرابعة المتلفة: الثانية الرابعة:
 الأولى: بلديرة: تكروت ذ الرقة: أروس ولاية: بانه
 في هذا المكان التاريخي وبمناصبه انطلاق الثورة الأولى
 في نوفمبر 1954، قام لوج من الرجال الأولين في الجهاد
 الأولين في 25 من هذا بقية في القصف
 صابرين بها، بنصب كمين متفجرة أول نوفمبر 1954 عارضا
 الطابوقة صابرا لقوات العدو والفرسية المحتل قدامها من
 مدينة بانه أو بسكرة إلى المنطقة
 وصار ذلك ان قد من محافظة نقل كاب من مدينة مشوش
 من جهة إلى أروس وكان على منها قائد مشوش
 ومعهما العنصر الفرسي و زوجته
 وفجد ايقاف الحاقبة والزل القايذ والقضاة
 عليه كدخل المعلم الفرسي الحمر وقبر وروني
 لحماية القايذ فقتل هو الآخر ووجت زوجته
 المسماة (جانين وروني) ونظم هذا بعد تنفيذ العملية

ذكر هذا النصب بتاريخ 11 شوال عام 1403 هـ
 الجوا شق ل 20 أوت عام 1983 هـ

Un lieu désormais historique

Au kilomètre 79 sur la route de Biskra à Arris, dans les gorges de Tighanimine, une stèle élevée par la wilaya 1 relate – en prenant quelques libertés avec les faits : « En cet endroit historique, à l'occasion du déclenchement de la révolution du 1^{er} novembre 1954, un groupe de vingt-cinq moudjahiddin, sous le commandement du martyr Mohamed Sabahih, a organisé une embuscade à 9 heures du matin le 1^{er} novembre 1954 contre les forces françaises ennemies (...). Par hasard, un autocar venant de M'chouneche et allant à Arris passait par là. A l'intérieur, le caïd de M'chouneche, un instituteur et sa femme. Après avoir arrêté l'autocar, les moudjahiddin ont fait descendre le caïd et l'ont tué. Le professeur Guy Moreno tentant de le protéger a été tué lui aussi. Sa femme, Jeannine Moreno a été blessée. Cette embuscade a permis de récupérer un revolver (...) » Le nom des instituteurs est Monnerot. L'attaque a eu lieu vers sept heures du matin. Et le vieil autocar ne passait pas là par hasard. Jean Lartéguy le rappelle dans son récit.

CI QUE TOUT A COMMENCÉ

Il y a quarante ans, le 1^{er} novembre 1954, l'Algérie était secouée par une série d'attentats meurtriers qui marquaient le début de huit années de guerre pudiquement qualifiée d'"événements" par la France. Ce qui ne devait être qu'un long week-end tranquille par 25°C à l'ombre allait entrer dans l'histoire comme la "Toussaint sanglante"...

PAR JEAN LARTÉGUY

CLAUDE RIVOIS

▷ 1954 : LA GUERRE D'ALGÉRIE

En cette fête de la Toussaint 1954, l'Algérie s'apprêtait à vivre un long week-end tranquille. L'automne était doux, et les températures élevées pour la saison : 23°C à Alger, 27°C à Constantine. Profitant du pont – la Toussaint tombant un lundi –, ils avaient été nombreux à aller respirer l'air du bled. Dont un couple de jeunes instituteurs, les Monnerot, qui, à peine nommés, souhaitaient mieux connaître les Aurès où ils auraient à enseigner. Dans toutes les municipalités, les maires ressortaient le discours, toujours le même, qu'ils prononceraient devant le monument aux morts. Souvenir des dures campagnes de Tunisie, d'Italie, de France... bien des noms nouveaux, arabes ou français, avaient été gravés à côté des anciens de 1914 – où déjà l'Algérie avait payé un lourd tribut. Mais n'était-ce pas normal ? L'Algérie était la France et tous ses fils devaient la défendre.

Odeur d'anisette dans les petits bistrotts de Bab el-Oued ; couscous en famille ; parties de boules avec éclats de voix. Dans les beaux quartiers, on se montrait plus réservé même si l'on partageait le même bonheur de vivre dans ce paradis

voué au soleil, à la mer, à la jeunesse et à l'insouciance.

Dans la Casbah, les vieux prenaient le soleil, installés sur des chaises branlantes ; des femmes s'interpellaient dans ce sabir du Maghreb que les autres pays arabes ne comprenaient pas. Un air salé venait de la mer, mêlé à des odeurs de goudron, de saumure d'épices et de café grillé. Aucune inquiétude chez les uns et les autres.

Des armes abandonnées par l'Afrika Korps

Il n'existait, en effet, aucune raison de s'alarmer ; même si quelques craquements venaient du Maroc après la déposition de Mohammed V, qui avait suivi les violentes émeutes de Casablanca et la dissolution de l'Istiqlal, le parti de l'indépendance. L'armée et le Glaoui y mettraient bon ordre. J'arrivais de Rabat et je n'étais pas aussi optimiste. Mais on me rassura. Le Maroc, à la différence de l'Algérie, n'était pas la France. Et ce qui s'y passait ne pouvait l'affecter durablement.

La situation en Tunisie est plus

inquiétante. Par petits groupes de vingt ou trente, des fellaghas font régner l'insécurité. Attentats sur les marchés, fermes brûlées, enlèvements. Les cent mille soldats français censés rétablir l'ordre ne se risquent plus dans certaines zones ; la consigne étant de ne pas trop en faire.

Des groupes de rebelles s'infiltrèrent par la frontière pour se réfugier dans les Aurès et s'y reposer. Pas très nombreux, mais ils amènent des armes, en général italiennes, récupérées sur les stocks abandonnés de l'Afrika Korps. Le général Boyer de Latour, résident général, reste optimiste. Je l'avais connu en Cochinchine ; il était aussi très optimiste quand il avait laissé la place au général Chanson, qui avait été assassiné. Le problème tunisien était en voie de règlement par des négociations. Mendès France, porté au pouvoir après la chute de Diên Biên Phu, à l'arraché, vient de conclure la paix en Indochine. Fort de ce succès, il est décidé à en finir avec l'abcès tunisien qui risque de pourrir l'Algérie dont il ne cesse de répéter qu'elle est la France. Il a pris secrètement contact avec Bourguiba et, le 31 juillet, à Carthage, il annonce son intention d'accorder à la Tunisie

PARTOUT DES HÉLICOS

L'hélicoptère, qui avait fait si cruellement défaut à l'armée française pendant la guerre d'Indochine, s'imposera très vite, en Algérie, comme l'un des moyens les plus efficaces pour le transport des troupes. Mais aussi pour le secours aux blessés et l'assistance des populations isolées.

**JEAN
SERVIER :**

**“C'est moi
qui ai découvert
les deux
premières
victimes
françaises”**

Le 30 octobre 1954, je me trouvais dans un village de la vallée de l'Oued-Abdi dans les Aurès. Depuis plusieurs mois, je parcourais la région et visitais les tribus berbères pour ma thèse secondaire. Dans la soirée, le caïd vient me voir et me dit : « Il faut que tu partes dès demain car, avec l'impôt et le recensement, il va se créer un mauvais climat et tu pourrais avoir des ennuis. » J'accepte, un peu étonné, et on m'emmène à Arris, dans une Trac Vert émeraude, vraisemblablement la première voiture du parc automobile du FLN. Le lendemain, 1^{er} novembre, je suis réveillé par

Ethnologue, spécialiste du monde berbère auquel il a consacré plusieurs ouvrages de référence, Jean Servier avait trente ans dans les Aurès, en 1954 : « Le FLN, qui paraît tout étonné de l'émergence d'un intégrisme islamique, oublie un peu vite que la religion fut le moteur principal de son propre combat entre 1954 et 1962. »



RENÉ BAILLY/STONER

l'autonomie interne qui ne pouvait que déboucher sur l'indépendance. Bourguiba, de sa prison, a donné l'ordre à ses fellaghas de déposer les armes. Ordre qui a été à peu près suivi. Les jours du bey sont comptés et le « Combattant suprême » ne tardera plus à occuper le palais du Bardo.

Malgré ses cent mille colons, dont beaucoup d'origine italienne, la Tunisie – on ne cesse de me le répéter – n'est pas la France. La France, c'était l'Algérie avec ses trois départements dont les élus siègent à la Chambre et au Sénat. Bien sûr, ces départements ont un statut un peu particulier car, en sus de l'appareil politique métropolitain, ils comportent un gouverneur général, Roger Léonard, et une Assemblée algérienne à deux collèges : l'un représentant le million de « Français de souche » ou d'origine européenne et les musulmans citoyens français ; l'autre, le reste du pays, soit neuf millions d'électeurs.

Trois sénateurs milliardaires et radicaux-socialistes

Depuis 1947, il était question de revenir sur cette inégalité mais l'affaire traîna. On savait aussi qu'un jour, il faudrait mettre de l'ordre dans le réseau compliqué d'influences et de clientélisme qui tenait lieu de projet politique. Trois personnages, tous trois milliardaires, le contrôlent : Borgeaud, chaleureux, vêtu comme un clochard, qui règne sur le pinard ; Blachette, le roi de l'alfa, glacé, qui collectionne les vestes de soie ; et Schiaffino, maître des transports maritimes et des ports, qu'on ne voit jamais sauf dans les processions. Tous trois sont sénateurs et radicaux-socialistes. Ils disposent chacun d'un journal, d'une clientèle fidèle et ne s'entendent sur rien sauf quand ils estiment menacés les intérêts supérieurs de l'Algérie qui se confondent avec les leurs. Le maire de Constantine, René Mayer, radical-socialiste lui aussi, dirige ce lobby où chacun a un plan différent, non pour sauver l'Algérie – rien ne la menace, pense-t-on – mais pour promouvoir certaines réformes dont Mendès lui-même estime qu'elles sont nécessaires, mais peuvent attendre.

l'hôtelier du bordj qui me raconte, les yeux rougis par les larmes, que les fellaghas auraient attaqué le car qui va de M'chounèche à Arris. Je me rends aussitôt à la commune mixte où l'administrateur Rey me précise que les deux victimes européennes, les époux Monnerot, un jeune couple d'instituteurs de vingt-trois et vingt et un ans, se trouvent toujours dans les gorges de Tighanimine.

Je prends alors avec moi quelques hommes et nous montons dans deux voitures, une Jeep et un Dodge. A proximité des lieux de l'embuscade, nous abandonnons les véhicules pour progresser à pied, le long d'une falaise. Les fellaghas ne sont pas très loin, mais hors de portée de tir. Soudain, nous apercevons sur la route une tache blanche : c'est le chemisier de Mme Monnerot. Grièvement blessée d'une rafale de mitraillette, elle saigne en abon-

dance. Son mari gît à son côté. En nous voyant, elle se met à crier : « Trop tard, vous arrivez trop tard ! Mon mari est mort ! » Nous ramenons le couple à Arris. L'institutrice y sera soignée. Je n'ai jamais reçu de mot de remerciements de sa part. Je sais seulement qu'elle n'a cessé ensuite de raconter que son mari, qui était, comme elle, un sympathisant communiste, avait été « victime du colonialisme ».

A Arris, il règne un certain désordre. L'administrateur craint une attaque de la ville, mais ne sait pas trop quoi faire. Des fusils-mitrailleurs ont été installés sur les toits, conformément au plan de défense qui date de la Deuxième Guerre mondiale et qui a été établi en prévision d'une attaque aérienne ! Plus grave, selon moi : il a armé tous les Européens. Comme je suis officier de réserve, il accepte volontiers de me laisser le commandement des opéra-

tions. Je fais immédiatement rassembler les Européens à qui je demande de déposer les armes. Puis je sollicite une rencontre avec l'agha Merchi et lui propose de participer à la défense d'Arris. Il donne son accord et je fais distribuer les armes aux Touabas, sous les injures des Européens. En agissant ainsi, j'évitais des représailles éventuelles de la part de la population européenne et j'indiquais aux populations locales que les Français ne les confondaient pas avec les « hors-la-loi » du FLN.

La défense du bourg s'est organisée et j'ai même lancé quelques sorties nocturnes hors de la ville où nous nous sommes accrochés plusieurs fois avec les fellaghas. Nous avons tenu seuls pendant trois semaines. Jusqu'à l'arrivée des gardes mobiles et des troupes du 11^e Choc.

Recueilli par Jean-Christophe Buisson

1954 : LA GUERRE D'ALGÉRIE

Depuis dix ans, l'Algérie connaissait la paix après les émeutes de Sétif qui, le 8 mai 1945, avaient ensanglanté le Constantinois. Des centaines de morts, des milliers peut-être, des femmes brûlées, des femmes violées, des colons égorgés. La répression avait été impitoyable, menée par la Légion et les Sénégalais... Le parti de Messali Hadj, le PPA, le Parti populaire algérien, à l'origine de la rébellion, avait été décapité, ses principaux leaders arrêtés. Pour l'instant, les messalistes, dont la vitrine officielle était le MTLD, ne donnaient pas trop d'inquiétudes ; ses deux dirigeants, Messali, le « grand marabout » barbu, et Lahouel, le réformiste, en étant à se déchirer et se voler leur clientèle. Restait Ferhat Abbas, le nationaliste modéré, l'homme qui cherchait l'Algérie dans les cimetières sans la trouver. Il représentait l'opposition officielle et il avait ses entrées au gouvernement qu'il ne cessait d'alerter. On le prenait pour Cassandre.

Les survivants de la répression de Sétif

En métropole, le régime va à vau-l'eau. Il a fallu treize scrutins pour que René Coty, élu président de la République, puisse inaugurer les chrysanthèmes. Mendès France, président du Conseil depuis le 18 juin, date de la chute de Diên Biên Phu, a été investi à une très faible majorité et doit affronter une chambre hostile. Il dépend pour sa survie des élus d'Algérie et il a pris dans son cabinet, pour le soutenir, Jacques Chevalier, le maire libéral d'Alger, l'homme de Blachette. Ce qui a déplu à François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, qui n'aime pas qu'on vienne marcher sur ses plates-bandes. L'Algérie, c'est la France ; il ne cesse de le répéter. Il revient à lui seul d'y faire régner l'ordre et respecter la loi. Aussi Chevalier a-t-il été relégué à un secrétariat d'Etat à la Guerre avec prière de ne pas s'égarer ailleurs.

Le général Chérière, grande gueule mais connaissant son métier, vient de prendre le commandement des troupes de l'Algérie. Il s'aperçoit qu'il ne dispose que de soixante-quinze mille

hommes « résolument inutilisables car encasernés, incapables de courir le bled et manquant de moyens de transport ». Les meilleurs cadres, les meilleures unités se trouvent encore en Indochine et on l'a prévenu qu'il ne devait pas compter sur la relève avant avril 1955. Ces unités que la paix avait libérées devaient auparavant subir en métropole une cure de désintoxication. Dans les rizières, elles avaient pris une étrange vérole, le « mal jaune », dont il fallait les guérir, et tenaient des propos subversifs sur la manière de conduire la guerre, qu'il fallait qu'elles oublient. Le gouverneur Léonard avait alerté le général Kœnig, ministre de la Guerre, et n'avait pu obtenir de lui que la constitution d'un comité d'achat de mulets – afin que les hommes ne restent pas seulement sur les routes et aillent voir ce qui se tramait dans la montagne. Le sous-préfet de Batna, Deleplanque, avait vu arriver, en guise de renforts, une brigade de chasseurs à pied qui jusqu'alors participait aux corsos et fêtes de fleurs de la Côte d'Azur. Quand les mulets débarquèrent, on s'aperçut qu'ils manquaient d'amachements.

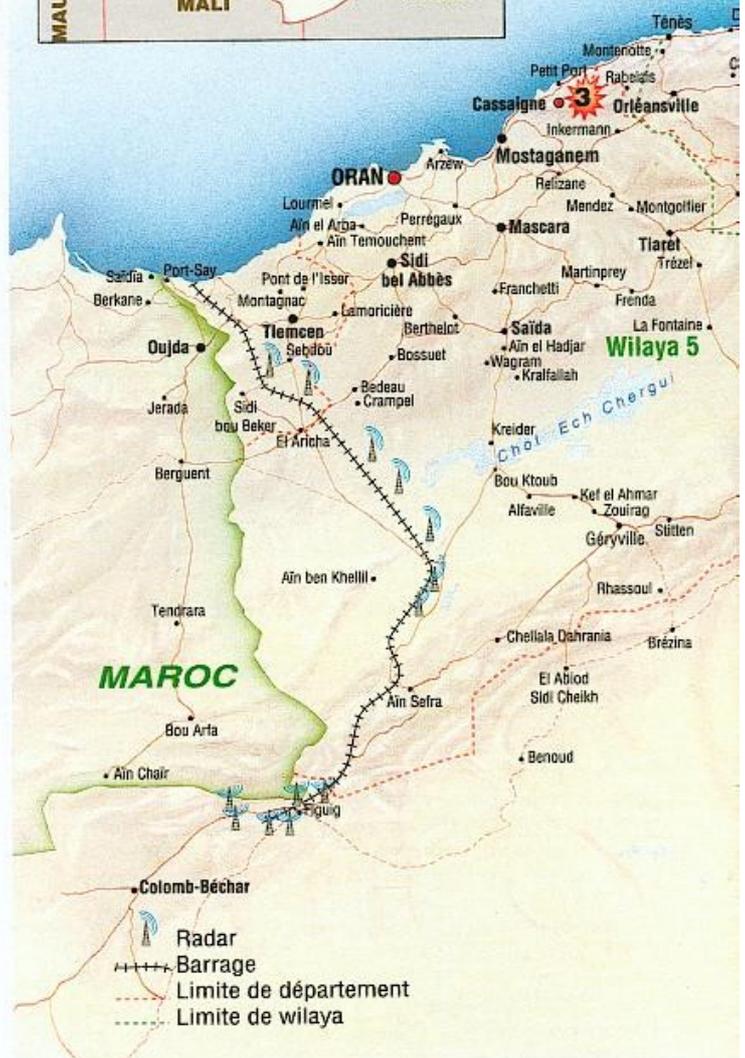
Le général Spillmann, nommé à la tête du Constantinois, ne dispose que de douze mille hommes pour tenir la frontière et le département traditionnellement le plus ouvert à la rébellion. Rien que dans les Aurès, on compte six cents rebelles et bandits d'honneur dans la grande tradition chaouïa, organisés en bandes bien armées, insaisissables, qui n'attendent qu'un prétexte pour se soulever.

La situation n'est pas meilleure en Kabylie, d'où sont parties toutes les révoltes et où se cachent les maquisards survivants de la répression de Sétif. Cent huit gendarmes pour six cent mille habitants !

Le 9 et le 10 septembre, un épouvantable séisme a ravagé Orléansville et sa région, faisant mille cinq cents morts. Il a suscité dans toute la population française et musulmane un véritable sentiment de solidarité. Venu rendre hommage aux victimes, le 18 octobre, François Mitterrand en a profité pour effectuer, sur le terrain, un vaste tour d'horizon. Il sent, dit-il, que quelque chose va se passer. Quelles preuves ? lui demande Mendès. Il n'en a aucune



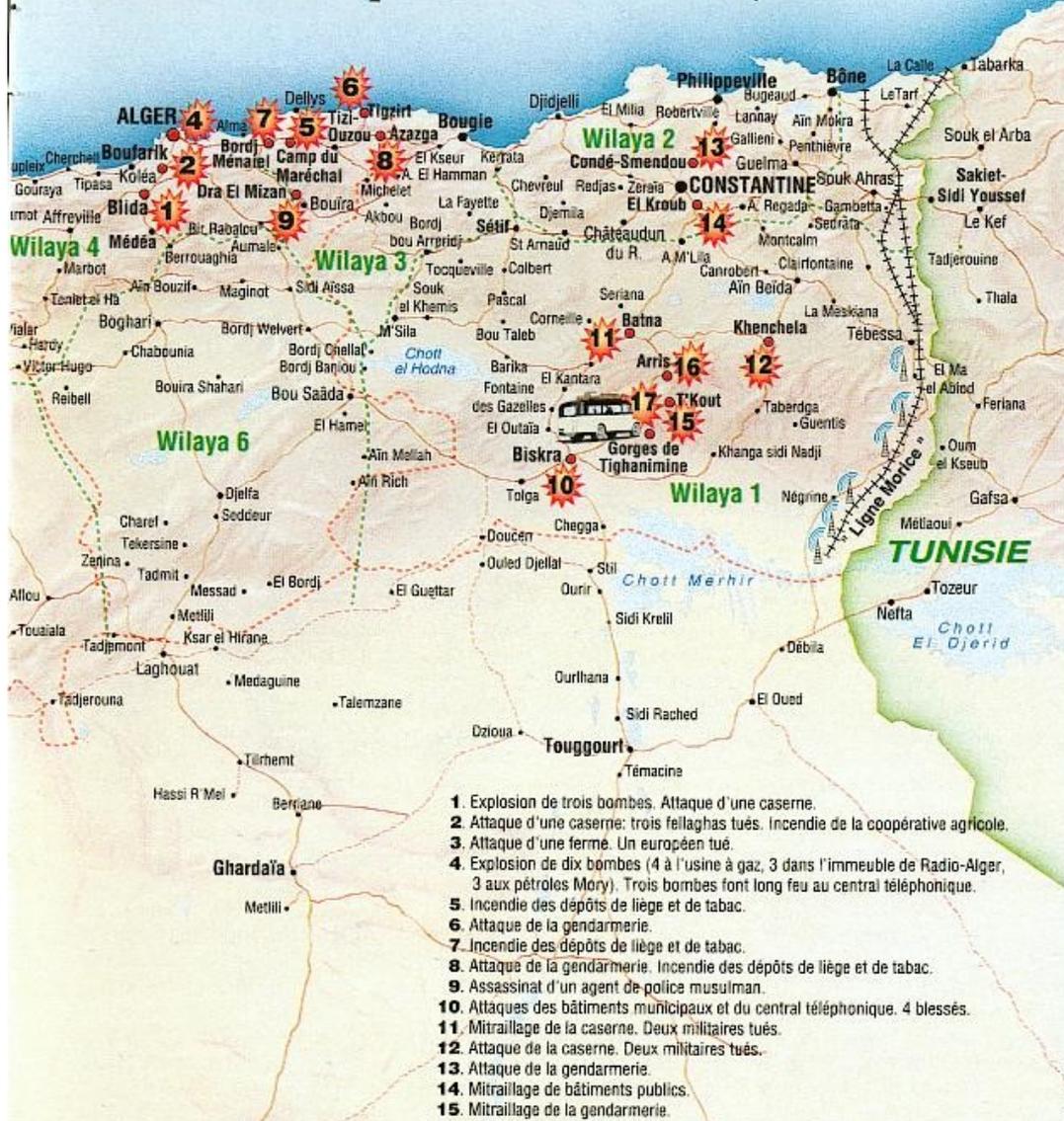
Quand l'Algérie



et Mendès préfère se fier aux propos rassurants du gouverneur général Roger Léonard qui s'étend sur les ennuis de Messali Hadj. Au contraire de Léonard, le préfet Vaujour, directeur de la Sûreté, est inquiet. Il alerte son ministre, signalant un réseau de terroristes qui fabriquerait des bombes. Les intuitions de Mitterrand ont main-

tenant une base et ce qu'il voit dans le Constantinois le confirme dans son inquiétude, malgré les prises d'armes, les discours et les banquets. Il n'est pas mécontent de devoir jouer un rôle important alors qu'il se trouve « aux affaires », comme disait de Gaulle – qu'il déteste –, et qu'on parle de lui. Il ne supporte pas d'être long-

les combats commencent : e, c'est trois départements français*



1. Explosion de trois bombes. Attaque d'une caserne.
2. Attaque d'une caserne: trois fellaghas tués. Incendie de la coopérative agricole.
3. Attaque d'une ferme. Un européen tué.
4. Explosion de dix bombes (4 à l'usine à gaz, 3 dans l'immeuble de Radio-Alger, 3 aux pétroles Mory). Trois bombes font long feu au central téléphonique.
5. Incendie des dépôts de liège et de tabac.
6. Attaque de la gendarmerie.
7. Incendie des dépôts de liège et de tabac.
8. Attaque de la gendarmerie. Incendie des dépôts de liège et de tabac.
9. Assassinat d'un agent de police musulman.
10. Attaque des bâtiments municipaux et du central téléphonique. 4 blessés.
11. Mitrailage de la caserne. Deux militaires tués.
12. Attaque de la caserne. Deux militaires tués.
13. Attaque de la gendarmerie.
14. Mitrailage de bâtiments publics.
15. Mitrailage de la gendarmerie.
16. Mitrailage de la gendarmerie.
17. Attaque du car Biskra-Arris: assassinat du caïd Hadj Sadok et de l'instituteur Guy Monnerot. Madame Monnerot grièvement blessée.

* Redécoupée en quinze départements le 5 décembre 1956.

temps oublié. En Algérie, Mitterrand mène une partie difficile. Un faux pas et les députés d'Alger, entraînés par René Mayer, renverseraient le gouvernement. Aussi, devant l'Assemblée algérienne, il tient un discours on ne peut plus rassurant :

« Qu'est-ce, messieurs, que la République française ? Selon les

termes de notre Constitution, c'est le territoire de la métropole, ce sont les départements d'Algérie, ce sont les départements et territoires d'outre-mer... Où se trouve l'Algérie dans ce vaste ensemble ? Au centre même, là où les forces se rassemblent. »

On se dresse dans les tribunes pour mieux applaudir. Les

« ultras » comme Laquière, président de l'Assemblée, Borgeaud et Schiaffino sont comblés et les « libéraux » comme Blachette pas mécontents non plus. Ils en profitent pour réclamer de nouveaux crédits. L'Algérie, c'est bien la France, et le gouvernement de Mendès, malgré sa mauvaise réputation de bradeur d'empire, saura la

défendre. Mais on ne voit toujours pas ce qui pourrait la menacer.

Dans trois semaines ou un mois, avait prédit Vaujour, nous assisterons à une explosion générale. Son adjoint Costes, patron des Renseignements généraux, l'avait prévenu. D'un informateur très sûr, il avait appris qu'un petit groupe venait de se constituer à Alger, partisan de la rébellion armée, et qu'il avait rompu les liens traditionnels avec les deux clans du MTLD de Messali Hadj et de son rival Lahouel. Le réseau bombes, c'était lui. Pour preuves, Costes a déposé sur le bureau de Vaujour l'une de ces bombes, un bidon d'un litre d'huile Esso bourré d'explosif. Heureusement l'informateur, infiltré dans le groupe, a été chargé de fournir l'explosif et de le doser. Costes lui a remis du chlorate de soude peu dangereux et qui transformera les bombes en pétards. Mais ces bombes sont fabriquées par centaines, d'autres beaucoup plus dangereuses avec des tuyaux de fonte, ce qui laisse supposer que le mouvement compte étendre son action à toute l'Algérie. Fallait-il arrêter la bande ou, puisqu'elle était « logée », continuer à la filer pour tout ramasser dans un vaste coup de filet ? A Vaujour d'en décider. Vaujour décide d'attendre.

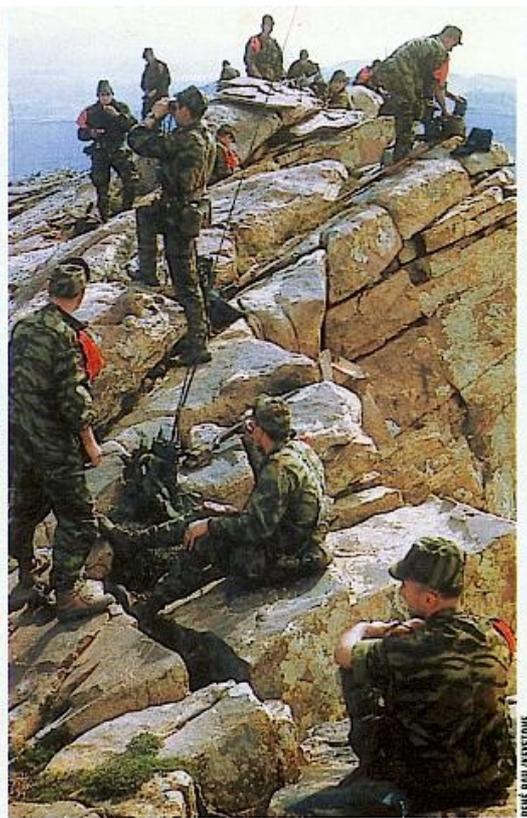
Les bombes sont fabriquées par centaines

Ils sont six à Alger, trois au Caire qui ont créé le CRUA, le Comité révolutionnaire d'unité et d'action, où se retrouvent les survivants de l'O. S., l'Organisation spéciale clandestine au sein du MTLD. Son chef, Ben Bella, avait attaqué la poste d'Oran et ramassé trois millions. Pris et évadé, il s'était réfugié au Caire où il avait rejoint Khider, ancien député, et Aït Ahmed. A eux trois, ils représentaient auprès de Nasser la révolution algérienne...

Je les ai rencontrés au « bureau du Maghreb », dans un faubourg près des Pyramides, et tous se sont plaints des tracasseries dont ils étaient l'objet de la part des services spéciaux du Raïs. Nasser leur refusait toute aide tant que rien ne serait déclenché en Algérie. Ils

ILLUSTRATION : ANIEL BROST

1954 : LA GUERRE D'ALGÉRIE



RENÉ BAUVESTON

PRISE DE GUERRE

Le drapeau vert et blanc frappé de l'étoile et du croissant rouge n'est encore que le symbole du terrorisme et de ceux que l'on appelle « les fellaghas ». L'homme blessé est l'enseigne de vaisseau Pierre Barret, major d'HEC qui occupera dans le civil de hautes fonctions dans le monde des médias. Il servait comme chef de section au commando marine « Jaubert », en opération (à droite) dans le sud-oranais.

étaient en retard, disait-il, sur le Maroc et la Tunisie. C'était de mauvais révolutionnaires, de mauvais serviteurs de la nation arabe. Allal el-Fassi, le leader marocain de l'Istiqlal, qui s'ennuyait, me proposa d'adapter ses poésies en français tandis que Khider m'entretenait avec nostalgie des bons moments qu'il avait passés au Palais-Bourbon, quand il était député. Tout cela ne m'aurait pas paru très sérieux si je n'avais à l'esprit le souvenir de la guerre d'Indochine – commencée par une poignée d'hommes auxquels on ne prêtait guère de crédit.

Ce matin du 10 octobre, à Alger, les six se partagent le pays. Mohammed Boudiaf, le chef élu de

l'organisation, sera chargé des contacts avec Le Caire. Krim Belkacem, qui tient déjà le maquis depuis six ans, sera responsable de la Kabylie. Ben Boulaïd, qui en est originaire, des Aurès. Didouche Mourad, du Constantinois. Ben Khider, de l'Oranais et Bitat, de l'Algérois et d'Alger-ville... Boudiaf décide de donner à leur groupe un nouveau nom qui sonne mieux que CRUA qui fait club de football. Ce sera le FLN, le Front de libération nationale, dont la branche armée sera l'ALN, l'Armée de libération nationale. Son programme : la reconnaissance de la nationalité algérienne, c'est-à-dire l'indépendance, l'ouverture de négociations et la libération des prisonniers politiques. L'heure H de la rébellion générale est fixée au 1^{er} novembre à 0 heure. Boudiaf apportera lui-même au Caire la proclamation qu'ils viennent de rédiger. La radio égyptienne répercutera dans le monde la grande nouvelle : l'Algérie, de la frontière du Maroc à la Tunisie, vient de se soulever.

Pour imprimer le manifeste du nouveau parti, les six ne disposent que d'une vieille Ronéo qui se trouve en Kabylie et dont personne ne sait se servir. Il a fallu récupérer la Ronéo et kidnapper un journaliste plus ou moins ami...

On fait le compte des partisans et des armes région par région – qui plus tard porteront le nom de wilayas. On reste sidéré devant l'impréparation et la pauvreté des effectifs qui seront engagés. Une révolution de pieds nickelés mais qui va donner naissance à une guerre impitoyable. Quarante ans plus tard, elle se poursuit toujours, cette fois sans les Français et avec encore plus d'acharnement car elle est sans issue.

On ignore encore qu'ils se sont baptisés FLN

Le 24 octobre 1954, avant que Boudiaf ne s'envole vers Le Caire, via la Suisse, les six décident de se faire photographier par un photographe ambulancier. La plus banale des photos de famille. A l'exception de Bitat, tous ceux qui y figurent seront tués ou assassinés – le plus souvent par les leurs. Boudiaf est muni d'un faux passeport ; le texte du manifeste a été écrit au citron entre les lignes d'une lettre on ne peut plus banale. On se croirait au temps de Monte-Cristo.

Pour toute l'Algérie, la nouvelle ALN dispose de huit cents hommes, de quatre cents armes, souvent en mauvais état, de deux

postes émetteurs, d'une centaine de bombes de fabrication artisanale – les plus dangereuses sont celles constituées de tuyaux de fonte bourrés de cheddite.

Quand le soulèvement éclatera, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, la surprise sera générale. Les renseignements militaires ne savaient rien, les caïds et anciens officiers aux belles décorations qui les renseignaient étaient coupés de tout contact avec la population qui, elle-même, ne savait pas grand-chose. Chevalier et les membres de l'Assemblée algérienne étaient dans le même cas, comme Ferhat Abbas, comme Messali Hadj et son rival, Lahouel. Comme les différents services français de police et de renseignement. Devant le calme qui règne, le général Chérière avait demandé d'annuler l'envoi de la 25^e division parachutiste de Pau qui était prévu. Dans son bureau, le préfet Vaujour contemple la boîte de conserve mal soudée, avec une mèche qui en sort, que lui a remise Costes. « Ça, une bombe ! »

1^{er} novembre, 0 h 45, à Alger. Les trente hommes de Bitat, le responsable de la zone, répartis en cinq commandos, passent à l'action. Le premier commando a pour objectif l'usine à gaz. Il dispose, sur la paroi de la cuve, deux bombes explosives et deux bombes

incendiaires. Elles explosent mais n'entament pas le blindage. Le deuxième commando devait s'en prendre aux studios de la radio, rue Hoche. Le trouvant trop bien gardé, il renonce et se borne à poser une « bombe Esso » sur le rebord de la fenêtre, qui fait long feu. Echec encore. Le troisième commando, qui devait faire sauter les cuves à mazout de l'entreprise Mori, sur le port, n'obtient pas de meilleur résultat. Pris de panique, les hommes chargés de neutraliser le central téléphonique y renoncent. Comme ils renoncent à incendier les dépôts de liège appartenant à Borgeaud. Les explosions ont eu pour seul effet de réveiller le gouverneur Léonard, le préfet Vaujour et le général Chérière, qui se retrouvent au gouvernement général. Pour eux, tout vient des quelques membres du CRUA, dissidents de Messali Hadj, dont on ignore encore qu'ils se sont baptisés FLN, qui ont fait exploser des pétards pour se faire connaître et pour qu'on parle d'eux au Caire.

L'envoi d'urgence de la 25^e division parachutiste

A Oran, Ben M'Hidi dispose d'une dizaine d'hommes, de moins d'armes encore. Il fait ce qu'il peut. On sabote un transformateur, on coupe des lignes téléphoniques ; on scie des poteaux et on lâche des rafales sur la gendarmerie d'un petit bled perdu. Cassaigne, un civil qui en sortait, par hasard, est tué. Le préfet Lambert, d'Oran, ancien résistant, au contraire d'Alger, voit dans ces attentats sans gravité l'amorce d'une insurrection armée sur tout le territoire. Il affole Paris.

Dans les Aurès, c'est beaucoup plus sérieux. A Biskra, le commissariat, la commune mixte et la centrale électrique sont attaqués. Deux blessés. A Batna, ayant échoué dans l'attaque d'une caserne, en se repliant, les Chaouïas de Ben Boulaïd tuent deux sentinelles. A Khenchela, le transformateur électrique saute, un lieutenant et un soldat sont tués. A T'Kout, dix gendarmes sont assiégés dans leur gendarmerie avec leurs familles. Arris, la capitale administrative des Aurès, est sous le feu des rebelles installés sur les hauteurs environnantes. Le



Debout, de gauche à droite : Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Didouche Mourad et Mohamed Boudiaf. Assis : Krim Belkacem et Larbi Ben M'Hidi. Avec Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Khider, ce sont les neuf chefs historiques du FLN.

FLN : CE SONT LES HOMMES QUI ONT DÉCLENCHÉ LA GUERRE

Le 1^{er} novembre 1954, du Caire, la radio *La voix des Arabes* célèbre les attentats de la Toussaint : « L'Algérie a engagé aujourd'hui une lutte grandiose pour la liberté et l'Islam ». Des neuf hommes qui en sont à l'origine, deux seulement sont musulmans pratiquants : Khider et Ben Bella.

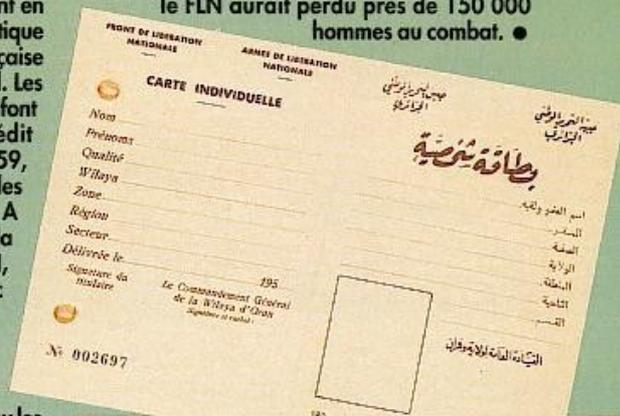
En 1954, l'Armée de Libération Nationale divise l'Algérie en six « wilayas ». Elle dispose alors de 1 310 combattants mal armés. Son effectif maximum - 60 000 hommes - sera atteint en 1958. Sur le terrain, l'ALN pratique une politique de harcèlement systématique de l'armée française mais elle se livre rarement à l'assaut frontal. Les moyens considérables déployés par la France font perdre à l'ALN, de 1957 à 1960, tout crédit auprès des populations musulmanes. En 1959, l'ALN, perdra vingt-six mille hommes lors des opérations déclenchées par le général Challe. A Alger, en 1957, le général Massu remporte « la bataille » contre le terrorisme urbain du FLN, développé et structuré par Yacef Saadi avec ses réseaux de poseuses de bombes. Mais en 1960, le FLN retrouve un second souffle. Pour le gouvernement français et l'opinion publique, l'Algérie française n'est plus une réalité. Du 24 au 29 juin 1960, à Melun ont lieu les premiers pourparlers avec la France, prémisses aux accords d'Évian.

Au cours des huit années de guerre, le FLN a reçu 40 milliards de centimes, produit du racket

UN DOCUMENT : LA CARTE DU FLN

En 1994, trois chefs des débuts seront encore en vie : Ahmed Ben Bella, Aït Ahmed et Rabah Bitat. Trois auront été tués pendant la guerre d'Algérie (Mourad, Ben Boulaïd et Ben M'hidi). Les trois autres seront morts après l'indépendance, victimes des luttes internes : Khider, Belkacem et Boudiaf, victime d'un attentat dans ses fonctions de Président de la République algérienne le 29 juin 1992.

des 200 000 travailleurs musulmans de métropole. Du 1^{er} novembre 1954 au 19 mars 1962, les victimes civiles du terrorisme du FLN en Algérie sont estimées - sans compter les milliers de disparus et les 150 000 harkis - à près de 20 000 morts et autant de blessés (dont plus des deux tiers musulmans). En France, du 1^{er} janvier 1956 au 23 janvier 1962, le terrorisme algérien a fait 4 176 tués et 8 813 blessés. Officiellement, le FLN aurait perdu près de 150 000 hommes au combat. ●



1954 : LA GUERRE D'ALGÉRIE

général Spillmann, persuadé qu'il s'agit de l'action de commandos tunisiens, sonne l'alerte générale. Des nouvelles de plus en plus alarmantes arrivent à Alger. La rébellion semble s'étendre à tout le territoire et le gouverneur Léonard perd enfin de son calme et réclame l'envoi d'urgence de la division parachutiste dont il ne voulait pas.

A 7 heures du matin, le vieux car Citroën qui fait la liaison entre Biskra et Arris s'essouffle dans les tournants en épingles à cheveux. Les jeunes instituteurs Monnerot, qui vont rendre visite à un ami, sont éblouis par les magnifiques paysages qu'ils découvrent. Dans le car, un caïd de carte postale, magnifique dans son grand burnous, avec son baudrier et ses bottes rouges. Ils engagent la conversation. Hadj Sadok a entendu parler de ce petit groupe

d'excités qui ont décidé d'obtenir l'indépendance de l'Algérie par les armes. Il a même reçu par la poste un exemplaire de leur manifeste. Tout ça n'est pas très sérieux. Au kilomètre 79, le chauffeur complice bloque les freins devant un barrage de pierres sèches qu'il aurait pu facilement franchir. Des Chaouiâs en tenue vaguement militaire font descendre du car le caïd et les deux instituteurs serrés l'un contre l'autre. Le caïd ne se laisse pas impressionner : il leur reproche de se conduire en bandits de grand chemin et de s'en prendre à deux instituteurs si jeunes qu'ils paraissent des enfants. Le ton monte. Le caïd veut sortir son revolver. Une rafale l'atteint en plein ventre, Monnerot la reçoit dans la poitrine et sa femme est blessée à la hanche. Le cadavre du caïd est jeté dans le car, qui repart vers Arris, les corps

des deux instituteurs sont abandonnés sur le rebord de la route. Monnerot, qui perd son sang, va mourir ; sa femme survivra... mais dans quel état ! Les ordres étaient pourtant de ne pas toucher aux civils européens.

A Boufarik, les Kabyles de Krim Belkacem surprennent dans une caserne des soldats à moitié endormis, ils raflent quelques armes mais doivent s'enfuir. Deux appelés sont tués à Batna.

Sans journaux à cause de la Toussaint, n'ayant pas entendu les bombes – elles ont fait si peu de bruit –, les Algérois n'apprendront les « événements » que le lendemain. Tous y voient la main de l'étranger, quelques excités manipulés par Nasser avec lequel il serait grand temps d'en finir. *Radio Le Caire* annonce que toute l'Algérie est à feu et à sang. Des vantar-

dises auxquelles on est habitué. Personne ne peut accepter encore la vérité : les Egyptiens n'ont fourni aucune aide en armes ou en argent ; pas un seul fellagha tunisien n'a participé au soulèvement et aucun des vieux partis ne s'y trouve mêlé. Même les messalistes qui voudraient le laisser croire.

Quant aux rebelles, ils n'avaient rien prévu ; ils n'avaient aucun plan pour continuer leur action. Chaouiâs et Kabyles ont rejoint leurs repaires dans les montagnes ou se sont fondus dans la population. Pour le commandement français, tout le mal vient des Aurès, centre nerveux de la rébellion. C'est là qu'il faut frapper... Place aux parachutistes du colonel Ducournau, qui vont régler le seul problème vraiment grave : anéantir les bandes de fellaghas entretenues par l'étranger et qui tiennent le bled.

Deux soldats de légende qui seront le colonel Raspéguy

Je suis arrivé à Batna quelques jours plus tard sous une pluie qui glaçait les os. Foutu pays ! Il fallait l'enthousiasme des Monnerot pour lui trouver un charme. Je connais bien le colonel Ducournau, pour avoir été l'un de ses jeunes officiers quand il était capitaine aux commandos d'Afrique. Un soldat de légende, comme Bigeard, mais qui donnerait dans un genre différent. Bigeard sort du rang ; lui, des écoles. Bigeard est un calme, Ducournau ne tient pas en place. Je m'inspirerai de ces deux personnages hors série, le Palois et le Lorrain, quand j'écrirai *les Centurions*. Ils seront le colonel Raspéguy. Comme à chacune de nos rencontres, Ducournau, c'est un rite, commence par m'engueuler. Les journalistes sont ses bêtes noires. Puis il me prend à part et vide son sac.

– On nous envoie ici en maintien de l'ordre car officiellement nous ne sommes pas en guerre, même si nous avons tous les jours des accrochages, des blessés et des morts. L'Algérie, m'a-t-on expliqué, c'est la France ; et la France ne peut être en conflit avec ses citoyens sur son propre territoire. Mon patron est donc le ministre de



À TROIS MÈTRES DU SOL

Un détachement d'intervention hélicoptérée est largué à trois mètres du sol par un hélicoptère de combat. La montagne, refuge des bandes armées, va devenir plus accessible.



En 1954, le chef du gouvernement et son ministre de l'Intérieur : Pierre Mendès France et François Mitterrand.

France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne ».

« L'Algérie, c'est la France » : François Mitterrand ne l'a pas dit une fois, mais quatre fois au moins. Le 12 novembre, au cours d'un débat à l'Assemblée nationale, il prononce cette formule à deux reprises devant les députés : « L'Algérie, c'est la France, répétez-le. Et qui d'entre vous, mesdames, messieurs, hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France ? » Sûrement pas Mendès France qui, conscient de son image de « bradeur d'empire », renchérit ce jour-là : « La répression sera menée fermement, mais avec discernement. (...) Nous agissons sans hésitation, ni atermoiements, ni demi-mesures. (...) On ne transige pas quand il s'agit de maintenir l'unité et l'intégrité de la nation. Il n'y a pas de sécession concevable. L'Algérie fait partie intégrante de la France ; (...) aucun gouvernement ne cédera sur ce principe fondamental ».

Le 4 février 1955, Mendès France laisse Mitterrand défendre sa politique en Algérie pour sau-

ver le gouvernement. Après avoir rappelé les efforts déployés pour venir à bout de la rébellion (envoi de CRS, de paras, de gendarmes, de bataillons d'infanterie), le ministre de l'Intérieur martèle : « La définition d'une politique ? Il y a, d'une part, celle que nous condamnons - est-il nécessaire de le dire ? Qui nous fera l'injure de nous obliger à le dire ? - celle qui peut aboutir à la séparation, à la partition entre l'Algérie, l'ensemble de l'Afrique du Nord et la métropole. De cela, sans excès de langage, je le dis tranquillement, mais de toute la force de ma conscience et de ma conviction, il ne peut être question. (...) Nous serons toujours contre, absolument contre. Ceci est le dogme même de notre politique : l'Algérie, c'est la France ! » Peine perdue : le gouvernement est renversé.

En 1956, François Mitterrand est nommé ministre de la Justice du gouvernement Mollet. Là encore, il va témoigner d'une volonté sans faille de conserver l'Algérie française. Son arme favorite : la répression. Dans sa *Lettre ouverte d'un chien à François Mitterrand* au nom de la liberté d'aboyer, Jean Montaldo rappelait que, « de février 1956 à juin 1957, soixante et une peines de mort furent prononcées. Mieux (ou pire), ajoutait-il : les guillotines fonctionnant mal et le ministère de la Justice "étant pauvre", « François Mitterrand demande même à son collègue Bourguès-Maunoury, ministre de la Défense, d'en fabriquer une, ce qui fut fait à l' Arsenal de Toulon, et de la lui livrer gratuitement ».

J. C. B.

MITTERRAND ET MENDÈS : ILS AFFIRMENT QUE "L'ALGÉRIE C'EST LA FRANCE"

Un baromètre indiquant « beau fixe » : voilà le cadeau que François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, rapporte de sa tournée d'inspection en Algérie, en octobre 1954. Tout un symbole. Le symbole d'une assurance que vient à peine troubler la Toussaint sanglante. Pour lui, comme pour le président du Conseil, Pierre Mendès France, les actes de terrorisme

signalés doivent être relativisés. Et fermement réprimés. Lors d'une allocution radiophonique diffusée le 7 novembre, le jeune ministre (trente-huit ans) est clair : « En s'attaquant à nos compatriotes algériens, les émeutiers ont dressé contre eux la force française ; cette force défendra la justice en maintenant l'unité nationale. (...) L'Algérie, c'est la France. Et la

4 PAGES DE SPORTS
Echo Sport...
UNE PAGE ILLUSTRÉE

L'ÉCHO D'ALGER

13 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord Directeur général : Alain de SERIGNY Trois éditions quotidiennes

7-8
Novembre
1954
121 ARDEN
11.000

M. MITTERRAND dans une déclaration radiodiffusée :

L'ALGÉRIE C'EST LA FRANCE ET LA FRANCE NE RECONNAÎTRA PAS CHEZ ELLE D'AUTRE AUTORITÉ QUE LA SIENNE

LES TROUPES
La vérité de netto...
va c...
dans q...

Chaque jour verra l'autorité de l'Etat s'affirmer d'avantage et le statut de l'Algérie entrera de plus en plus dans les faits

Investissements et grands travaux, formation professionnelle, fonction publique, décentralisation administrative seront l'objet de prochaines mesures

UN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR AMBIGU

Le 21 novembre 1954, François Mitterrand rencontre à Batna les élus des Aurès, foyer de la rébellion. Il tient un discours ambigu. Tout en relativisant l'ampleur de l'insurrection, il déclare qu'il « faudra du temps pour en venir à bout » ; mais il a déjà fait venir sur place 20 200 hommes.



TALLENDER

► 1954 : LA GUERRE D'ALGÈRE

l'Intérieur, François Mitterrand, dont je reçois directement les ordres, comme s'il avait fait des Aurès son affaire personnelle. Pour lui, c'est du banditisme. Il n'y a pas que ça. Non, il se trompe, c'est la guerre, la mauvaise guerre, la guerre subversive comme en Indochine ; et si nous ne voulons pas la perdre, il nous faudra recourir à d'autres méthodes que les opérations bidon à grand spectacle, les ratissages qui ne ratissent rien, et oublier les défilés, les fantasias et les méchouis assaisonnés de réformes prudentes.

Pour comprendre cette guerre qui commençait

« Il nous faut une nouvelle armée pour cette nouvelle guerre et pas seulement des gendarmes qui resteront enfermés dans leurs gendarmeries de peur de se risquer dans un pays sans lois. L'Algérie n'est pas la France. Notre combat dans les Aurès ne vise pas seulement à maintenir l'ordre. Nous faisons la guerre. Accompagnez-moi et je vous mettrai le nez dedans.

De retour d'Indochine et des camps du Viêt-minh, Bigeard, le temps d'une nuit, fait escale à Alger.

— La ville, me dit-il, semble être en état de siège. Les boutiques de la rue d'Isly étaient fermées et des patrouilles raclaient l'asphalte de leurs souliers cloutés. Sale impression ! Nous avons cherché des camarades. On nous a appris que tous les parachutistes avaient été expédiés d'urgence dans les djebels. J'ai pu mettre la main sur un journal daté du 11 novembre. Dans les Aurès, accrochages sérieux ; les fellaghas retranchés dans des grottes tiennent tête à nos troupes. Au djebel Ichmoul, deux compagnies de parachutistes sont aux prises avec une bande de hors-la-loi équipés d'armes automatiques. A Alger, découverte d'un dépôt de bombes dans la Casbah ; huit kilogrammes d'explosifs trouvés à Oran, Rio, Salado... Ces sacrés Viets avaient raison quand ils nous disaient que, désormais, partout où nous irions, nous retrouverions la même guerre avec le même visage. Un colonel de l'armée d'Afrique venu nous accueillir nous a demandé d'oublier nos rizières. L'Algérie, c'était la France, affirmait-il, l'Indochine n'avait rien à y voir. Je lui ai fait remarquer que de ne pas avoir fait l'Indo — c'était son cas — lui manquerait pour comprendre cette guerre qui commençait. ●

JEAN LARTÉGUY



2 798 JOURS DE GUERRE :

1954 : 1^{er} novembre — Le FLN déclenche la lutte armée.

7 novembre — Mitterrand, ministre de l'Intérieur, déclare : « L'Algérie, c'est la France ».

31 décembre — Les effectifs militaires passent de 58 000 à 76 000 hommes.

1955 : 25 janvier — Jacques Soustelle, gouverneur général de l'Algérie.

5 février — Mendès France est renversé.

20 février — Premiers départs du contingent.

23 février — Gouvernement Edgar Faure.

28 février — Effectifs : 81 000 militaires.

19 mai — Effectifs : 100 000 militaires.

26 septembre — 61 élus musulmans demandent la reconnaissance de la nationalité algérienne.

20 août — Massacre de 71 ouvriers européens et de leurs familles à la mine d'El-Halia. 60 européens tués à Philippeville.

30 août — Etat d'urgence en Algérie.

31 août — Effectifs : 145 000 militaires.

12 septembre — Dissolution du parti communiste algérien.

2 octobre — Edgar Faure : « L'Algérie est une terre française. Il n'y a pas, il ne peut y

avoir de nationalité algérienne ».

31 décembre — Effectifs : 160 000 militaires.

1956 : 24 janvier — Démission du gouvernement Edgar Faure.

31 janvier — Effectifs : 186 000 militaires.

1^{er} février — Gouvernement Guy Mollet.

2 février — Jacques Soustelle remplacé par le général Catroux.

6 février — Manifestations des Français d'Algérie lors du voyage à Alger de Guy Mollet. Démission de Catroux.

9 février — Robert Lacoste nommé ministre résident en Algérie.

11 février — Guy Mollet : « Le gouvernement luttera pour que la France reste en Algérie. »

28 février — Guy Mollet appelle au cessez-le-feu.

2 mars — Indépendance du Maroc.

12 mars — Vote des pouvoirs spéciaux.

20 mars — Indépendance de la Tunisie.

4 avril — L'aspirant Maillot, communiste, passe au FLN avec un camion d'armes.

22 avril — Ferhat Abbas, élu de l'Assemblée algérienne passe au FLN.

26 avril — Chaban Delmas à Oran : « Sépa-

rer l'Algérie de la France est impensable ».

7 mai — Vingt fermiers européens assassinés.

18 mai — L'ALN massacre 18 soldats du contingent dans les gorges de Palestro.

20 juin — Premières bombes FLN à Alger.

2 septembre — Conversations secrètes France/FLN.

31 septembre — Effectifs : 381 000 militaires.

22 octobre — Arrestation de Ben Bella, Khider, Boudiaf, Aït Ahmed et Lacheraf.

29 octobre — Appel de Robert Lacoste et de Guy Mollet pour un cessez-le-feu.

6 novembre — Raoul Salan commandant en chef en Algérie.

13 novembre — Fernand Yveton, militant communiste, arrêté alors qu'il déposait une bombe à retardement à l'usine à gaz d'Alger.

28 décembre — Amédée Froger, maire de Boufarik et président de l'interfédération des maires, assassiné à Alger par le FLN.

1957 : 7 janvier — Début de la « bataille d'Alger ».

16 janvier — Le général Salan échappe à un attentat au bazooka monté par des gaullistes et des activistes « Algérie française ».

9 février — Attentats FLN dans deux stades à Alger : vingt morts, cent blessés.

29 mai — A Melouza, le FLN égorge 315

musulmans.

24 septembre — Arrestation de Yaccef Saadi, chef FLN d'Alger.

8 octobre — Fin de la bataille d'Alger.

10 décembre — ONU : adoption d'une motion modérée sur l'Algérie.

1958 : 7 février — Sakiet Sidi Youssef, base FLN en Tunisie, est bombardée par des avions français.

13 mai — Alger : formation d'un « Comité de salut public » présidé par le général Massu.

14 mai — Le Comité en appelle à de Gaulle, qui se déclare prêt à « assumer les pouvoirs de la République ».

1^{er} juin — De Gaulle est investi des pleins pouvoirs.

4 juin — De Gaulle à Alger : « Je vous ai compris ! ».

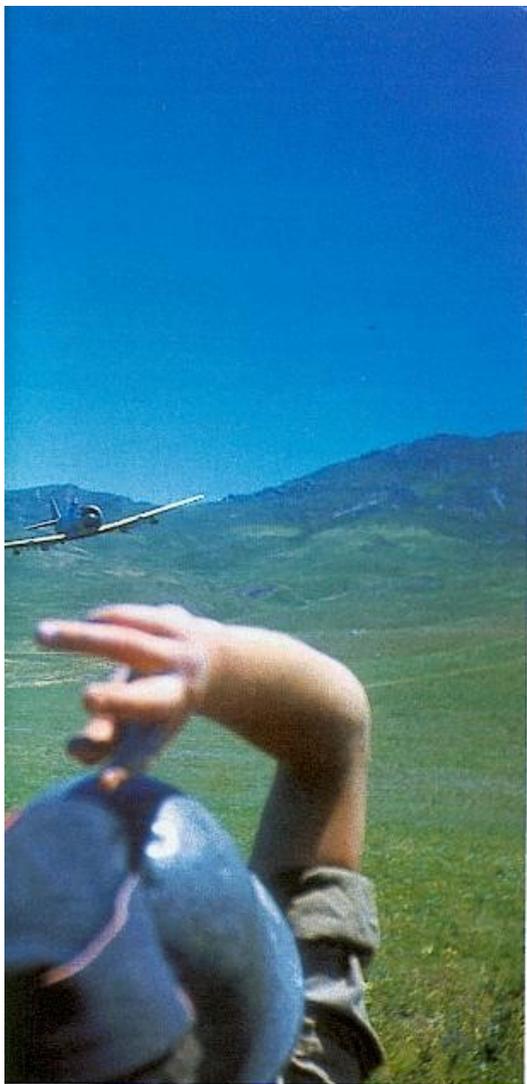
7 juin — De Gaulle à Mostaganem : « Vive l'Algérie française ! ».

19 septembre — Création (au Caire) du « gouvernement provisoire de la République algérienne ». Ferhat Abbas président.

28 septembre — Référendum constitutionnel en France : 96,5 % de « oui » à de Gaulle.

23 octobre — De Gaulle : la « paix des braves ».

19 décembre — Paul Delouvrier délégué général de l'Algérie.



CE N'EST PAS DU MAINTIEN DE L'ORDRE, C'EST LA GUERRE !

Très vite, les T6 de l'armée de l'air vont apparaître dans le ciel d'Algérie, l'artillerie va déployer ses canons de 105 et les convois vont ouvrir les pistes et les routes avec, au-devant des jeeps, la fameuse barre verticale de protection contre les câbles (trancheurs de têtes) tendus par le FLN en travers des voies.

21 décembre – De Gaulle élu président de la République.

1959 : 28 mars – Amirouche et Si Haouès, grands chefs militaires de l'ALN, abattus en opération.

29 avril – De Gaulle condamne « l'Algérie de papa »

31 juillet – Debré : « Les départements d'Algérie font partie de la République au même titre que les départements métropolitains. »

16 septembre – De Gaulle : discours sur l'autodétermination par référendum.

1960 : 24 janvier – Barricades et camp retranché autour de la faculté d'Alger.

1^{er} février – Reddition des insurgés. Arrestation de Lagailarde, fuite d'Ortiz.

3 mars – De Gaulle : au cours d'une « tour-

née des popotes » en Algérie, il évoque une « Algérie algérienne liée à la France ».

31 juillet – Des plages algéroises mitraillées par le FLN. Nombreux morts.

9 décembre – De Gaulle : huitième et dernier voyage en Algérie. Grève générale des Européens d'Algérie.

12 décembre – Le FLN manifeste dans certains quartiers d'Alger où les drapeaux vert et blanc apparaissent pour la première fois.

1961 : 6 janvier – Victoire du « oui » au référendum sur l'autodétermination.

22 avril – Alger : putsch des généraux.

23 avril – De Gaulle assume les pleins pouvoirs (article 16).

26 avril – Reddition du général Challe, Jouhaud, Zeller et Salan en fuite.

20 mai – Ouverture des pourparlers d'Evian.



31 août – Salan à la tête de l'OAS.

8 septembre – Attentat manqué contre de Gaulle.

17 octobre – Paris : 20 000 musulmans manifestent. Des dizaines de morts.

1962 : 7 février – Attentat OAS chez André Malraux. Méprise : Delphine Renard, quatre ans, est grièvement blessée à l'œil.

8 février – 8 morts au métro Charonne au cours d'une manifestation anti-OAS.

18 mars – Signature des accords d'Evian.

19 mars – Cessez-le-feu dans toute l'Algérie.

23 mars – A Bab-el-Oued, affrontements OAS-armée française.

26 mars – Alger : l'armée française tire sur une manifestation de pieds-noirs rue d'Isly ; près de 80 morts, 200 blessés.

29 mars – Installation de l'« exécutif provisoire algérien » au Rocher-Noir, près d'Alger.

8 avril – Référendum d'autodétermination : 90,7% de « oui » (l'Algérie était exclue du vote).

20 avril – Arrestation du général Salan.

21 avril – Début de l'exode massif des Français d'Algérie.

16 mai – 76 attentats OAS à Alger. 56 morts musulmans.

21 mai – Nombreux enlèvements de Français d'Algérie par des commandos FLN.

26 mai – Opération « terre brûlée » de l'OAS.

17 juin – Accord OAS/FLN.

1^{er} juillet – Référendum d'autodétermination en Algérie : 99,7% de oui.

3 juillet – Indépendance de l'Algérie.

5 juillet – Plus de deux mille Européens enlevés à Oran. ●

Entre avril et juillet 1962, plus d'un million de pieds-noirs ont quitté leur terre natale.

JPx M.

LE CONTINGENT : EN SEPT ANS, LA FRA

Ils furent nombreux en ces années-là, à avoir "vingt ans dans les Aurès".

Mais ils n'en parlent jamais. Rien n'est fait pour les y inciter. Ni pour les aider à se souvenir. Ou à oublier.

PAR VÉRONIQUE GROUSSET

Depuis trente-deux ans que nous sommes en paix, elle est bel et bien « *la der des ders* ». Mais ce surnom n'est pas le sien et ne le sera jamais. Comme si rien ne devait permettre de la situer dans l'Histoire et le temps, son surnom à elle n'évoque au contraire que le vide, la gêne, l'indicible et, justement, le refus de la désigner ; pour ceux qui acceptent d'en parler, elle est « *la guerre sans nom* ». Innommée, parce qu'innommable ?

L'amalgame était évidemment facile, et certains ont fait beaucoup pour l'imposer dans les esprits. Achevant ainsi de confondre le

non-dit et la honte. Comme s'il ne s'était décidément rien passé en Algérie durant ces sept années-là. Comme s'il était inconvenant d'en parler, d'en débattre, d'expliquer, ou plus simplement encore : de raconter. Comme si les quelque 2 700 000 jeunes Français qui eurent un jour « *vingt ans dans les Aurès* » n'y avaient pas tous laissé une partie de leur âme et, pour 22 753 d'entre eux, la vie.

Ceux qui rentrèrent sont aujourd'hui âgés de cinquante-trois à soixante-cinq ans. Autant dire qu'ils sont partout autour de nous, dans toutes les couches de la société, anonymes ou célèbres, et

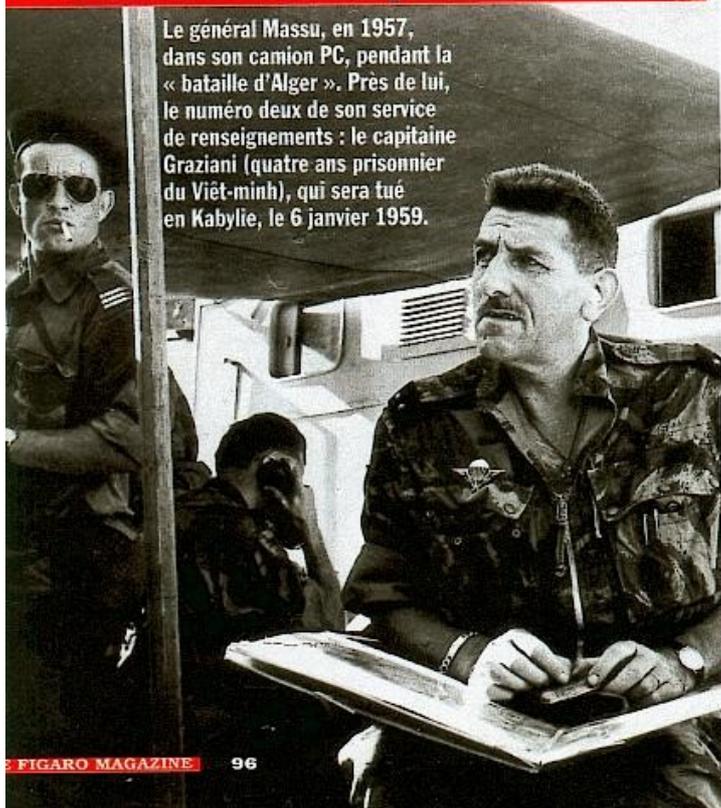
fort bien représentés à presque tous les postes de direction. Car on n'échappait pas si facilement à la conscription entre 1955 et 1962. Plus de 70 % de ces classes d'âge s'en sont allés là-bas, à la cadence d'environ quatre cent mille appelés ou rappelés par an. Un jour, bon gré mal gré, parfois de force, ils furent donc près de trois millions à se retrouver mobilisés ; sommés d'abandonner travail, études, femme, enfant ou fiancée pour embarquer sur la *Sidi-Ferruch*, la *Ville d'Alger* ou l'*El Koutoubia*. Pour certains, c'était (et cela reste) l'aventure de leur vie. La plupart des autres ne l'ont acceptée que comme un pénible intermède, une obligation dérangeante, qui s'éternisa selon les cas de six à trente-sept mois.

Mais si les blessés graves ne furent au total « que » 31 265, aucun n'en est rentré indemne. Expédiés aux confins du Constantinois et de la Kabylie, dans les douars et les oueds desséchés des frontières tunisienne et marocaine, pour y combattre au corps à corps



GÉNÉRAL JACQUES MASSU :

Le général Massu, en 1957, dans son camion PC, pendant la « bataille d'Alger ». Près de lui, le numéro deux de son service de renseignements : le capitaine Graziani (quatre ans prisonnier du Viêt-minh), qui sera tué en Kabylie, le 6 janvier 1959.



“Une victoire militaire, une défaite politique”

On dit que l'Histoire ne repasse pas les plats. Difficile, pourtant, de ne pas constater des similitudes entre la situation à laquelle se trouve confronté aujourd'hui le FLN et celle que nous dûmes affronter à Alger en 1957. Je ne sais pas si le gouvernement algérien parviendra à maîtriser militairement une situation qu'il a largement contribué à faire naître par sa gestion catastrophique du pays. Ce que je sais, c'est que, munie des pouvoirs de police, l'armée française, elle, y était parvenue. Seulement – et c'est là une différence essentielle avec les événements actuels –, les rebelles avaient alors pu bénéficier du soutien actif d'une partie de l'opinion publique française. Un soutien intellectuel, mais aussi matériel, qui suffit à transformer une victoire militaire en défaite politique.

Durant la bataille d'Alger, ce soutien s'est surtout exprimé par des campagnes de presse contre la

NCE A ENVOYÉ 2 700 000 HOMMES



EN VUE D'ALGER LA BLANCHE

Les premiers renforts débarquèrent en mai 1955, sous les vivats : enfin le pays venait au secours des Français d'Algérie, comme eux-mêmes l'avaient fait en 1944 en débarquant en Provence.

sur un piton rocheux ou s'ennuyer dans le djebel, tous y ont finalement échangé le meilleur de leur jeunesse et de leurs illusions contre un oubli fatalement malsain, enfoui au plus profond du caveau de leurs souvenirs en compagnie de cette rose des sables poussiéreuse qu'il nous arrive si fréquemment de découvrir dans les salons.

Telle la partie émergée d'un iceberg, la seule présence de ses pétales minéralisés en dit alors toujours plus long que leur propriétaire : car ces hommes, si nombreux autour de nous, sont étonnamment silencieux. Les avez-vous jamais entendu évoquer « leur » guerre ?

— Je n'en ai jamais parlé à mes enfants, avoue Hugues Dalleau, président de la section AFN de

l'Union des anciens combattants, trente-deux mois de « service » en Algérie, qui fait pourtant partie selon ses propres dires « du peu d'entre nous qui n'éprouvent aucun complexe. Si j'ai accepté la présidence de l'UNC-AFN, c'est d'ailleurs pour ça : parce que je considère vraiment que nous nous sommes comportés là-bas en « combattants », au moins autant que ceux des précédents conflits. Quand je compare mes souvenirs de corps à corps avec ceux de mon père, ancien de 14, je ne leur trouve aucune différence de nature.

Hors guerre ? Un problème toujours entier

Mais ceux qui, à l'inverse, ne songent jamais à revendiquer ce titre sont l'écrasante majorité ; plus des deux tiers des « anciens combattants » d'AFN n'en ont pas la carte, et ils sont moins de un sur cinq à cotiser pour une retraite complémentaire qui leur permettrait

torture pratiquée par l'armée. A ce sujet, j'aimerais rappeler quelques vérités souvent oubliées. J'ai découvert personnellement la « gégène » en 1955 alors que j'étais inspecteur des forces aériennes. Un jour, dans le Constantinois, je tombe sur Bigeard en train d'interroger un prisonnier en employant cette méthode. J'ai trouvé cela étrange, mais quand j'ai pu constater, un an et demi plus tard, l'efficacité de la « gégène », j'ai choisi de couvrir Bigeard, voire d'encourager mes colonels à suivre son exemple. Je ne l'ai pas fait par plaisir ou sadisme, mais par pragmatisme. Dans la mesure où la « gégène » n'entraînait pas des souffrances ou des séquelles importantes — je le sais puisque j'ai demandé un jour à ce qu'on la pratique sur moi — ; dans la mesure où elle permit de nombreuses fois de découvrir des bombes et de les désamorcer avant leur explosion ;

dans la mesure où sa seule vision par un prisonnier fellagha permettait souvent d'avoir des informations vitales... Ce que j'ai toujours trouvé scandaleux, c'est que les bonnes âmes hurlant contre cette méthode pour des raisons « morales » se taisaient devant les massacres d'hommes, de femmes et d'enfants, pieds-noirs ou arabes, civils ou militaires, victimes des attentats du FLN. Quant à se faire traiter de « nazis » ou de « SS », je trouvais cela d'autant plus injuste et déplacé que parmi mes officiers, il y en avait un certain nombre qui avaient été déportés en camp de concentration. Après notre victoire dans la bataille d'Alger, puis les merveilleuses journées de fraternité de mai 1958, l'arrivée du général de Gaulle et le référendum sur l'Algérie française, j'ai pensé que nous allions dans la bonne direction. Mais peu à peu, de Gaulle nous a inquiétés. En ordonnant aux

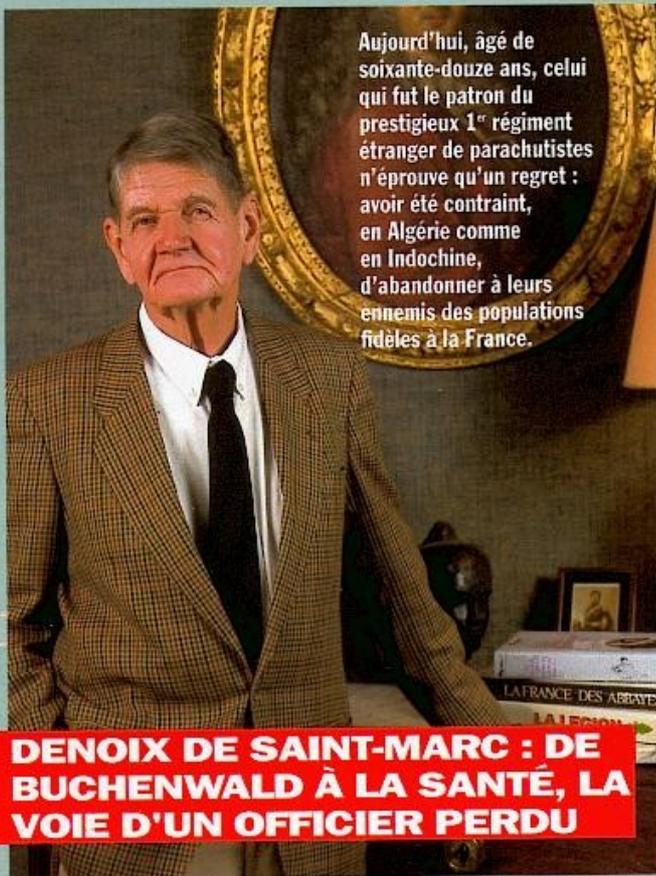
militaires de quitter les comités de salut public, alors qu'ils constituaient le ciment entre les communautés représentées en leur sein, en pratiquant des changements dans le personnel du haut commandement, il nous a plongés dans le doute quant à son désir de conserver l'Algérie.

Dans ses mémoires, de Gaulle a prétendu qu'il envisageait dès ce moment l'indépendance de l'Algérie. Je ne le crois pas. Je pense qu'il s'est décidé à cette éventualité au fur et à mesure des événements. Et surtout parce que cette guerre commençait à devenir longue et le privait de marge de manœuvre en matière de politique internationale. D'autant que la folie meurtrière de l'OAS allait pousser le FLN à faire preuve d'une intransigeance absolue. J'estime aujourd'hui que de Gaulle a fait ce qu'il a pu et qu'il ne pouvait pas mieux faire compte tenu du climat des années 1961-

1962. Son grand défaut fut qu'il sous-estimait les réactions à ses décisions. C'était une erreur de jugement. Surtout vis-à-vis de militaires qui avaient connu le drame indochinois.

Quand le putsch a éclaté, j'ai tout de suite estimé qu'il était voué à l'échec. Je comprenais dans une certaine mesure des officiers comme Saint-Marc, marqués par leur expérience en Indochine et soucieux de tenir leur promesse vis-à-vis des populations fidèles à la France. Mais il y en avait d'autres qui apparaissaient, surtout, guidés par une ambition démesurée. Quant à l'OAS, sa folle action, je le répète, a surtout eu pour conséquence d'envenimer les choses. Sans l'OAS et le climat de terreur qu'elle institua, peut-être la France aurait-elle pu mieux résoudre le problème des harkis. C'est-à-dire, mieux se comporter. ●

Recueilli par Jean-Christophe Buisson



Aujourd'hui, âgé de soixante-douze ans, celui qui fut le patron du prestigieux 1^{er} régiment étranger de parachutistes n'éprouve qu'un regret : avoir été contraint, en Indochine, d'abandonner à leurs ennemis des populations fidèles à la France.

DENOIX DE SAINT-MARC : DE BUCHENWALD À LA SANTÉ, LA VOIE D'UN OFFICIER PERDU

Monsieur le président, on peut demander beaucoup à un soldat, en particulier de mourir, c'est son métier. On ne peut lui demander de tricher, de se dédire, de se contredire, de mentir, de se renier, de se parjurer.

Ces deux phrases, restées dans l'histoire, furent prononcées le lundi 5 juin 1961, un peu après 13 heures, par le commandant Hélié Denoix de Saint-Marc, trente-neuf ans, devant le haut tribunal militaire chargé de juger cet homme qui, à la tête des légionnaires parachutistes du 1^{er} REP, permit le déclenchement du putsch d'Alger. Elles illustraient le drame vécu par des centaines d'officiers français à qui l'on demanda, il y a trente ans, d'abandonner les trois départements d'Algérie et les populations qu'ils avaient pour mission de protéger.

Ces officiers furent baptisés « les soldats perdus ». Perdus dans leur siècle, égarés dans le mauvais sens de l'Histoire. Une définition que l'ancien officier du 1^{er} REP rejette :

– Je ne pense pas que nous étions des passésistes. En vérité,

nous nous sommes retrouvés aux avant-postes de l'Histoire. La Résistance, puis la déportation nous ont fait découvrir le visage du totalitarisme ; en Indochine et en Algérie, nous avons assisté à l'émergence du tiers-monde, au développement du communisme, à la montée des jeunes nationalismes, au réveil du fondamentalisme religieux.

Bien calé dans un fauteuil de son appartement lyonnais, Hélié de Saint-Marc parle toujours avec ce ton posé et réfléchi que ses hommes lui connaissaient.

– On ne peut pas comprendre la révolte militaire d'avril 1961 si on n'appréhende pas de manière globale cette séquence d'histoire qui va de l'effondrement de l'armée française, en mai 1940, aux départs douloureux de l'Indochine. Ces événements ont marqué toute une génération de soldats.

Comme beaucoup de ceux qui se rebelleront en Algérie, Hélié de Saint-Marc connut la Résistance dès 1941, puis la déportation, à vingt ans. Buchenwald faillit être son tombeau. Rentrant d'Alle-

magne, il fait Saint-Cyr et choisit la Légion qui l'envoie, jeune lieutenant, en Indochine.

– L'expérience indochinoise est sous-estimée dans l'explication de notre révolte en Algérie. Là-bas, comme d'autres, je me suis trouvé, à vingt-cinq ans, à la tête de deux cents partisans opposés au Viêt-minh. Je ne rendais compte à mon supérieur qu'une fois par mois. D'où une responsabilité écrasante et un certain goût pour l'autonomie dans le commandement. Il s'est créé, dès le début de la guerre d'Indochine, une forme de divorce entre l'armée et la métropole. Au moment du départ, nous avons vécu des scènes que nous ne pouvions envisager de revivre : l'abandon à une mort certaine de populations amies. Cette « mémoire jaune » s'est réveillée quand le général Challe m'a demandé de le suivre, le 21 avril 1961.

Capitaine depuis 1951, Hélié de Saint-Marc rejoint l'Algérie où il dirige une compagnie de légionnaires du 1^{er} BEP. Engagé dans l'expédition de Suez, en 1956, il rejoint l'année suivante le cabinet du général Massu. Quelques jours après le 13 mai, le 4 juin 1958, il est sur le balcon du gouvernement général, à Alger, derrière de Gaulle.

– Cette journée fut déterminante pour ce que fut ensuite notre rébellion. Lorsque j'ai vu que les événements allaient dans le sens du maintien de l'Algérie dans le cadre français, lorsque j'ai vu ces scènes magnifiques de fraternisation entre Européens et Musulmans, je me suis dit : « C'est gagné, l'armée va finir de pacifier l'Algérie et le pouvoir politique va s'occuper des populations et proposer une nouvelle

forme d'association avec la métropole. »

Ce ne fut pas le cas. Et c'est parce qu'il sentit que le pouvoir politique ne s'engageait pas dans une telle entreprise qu'il décida, le 21 avril 1961, de suivre le général Challe dans sa rébellion. De choisir l'honneur plutôt que la discipline.

Plus de trente ans après avoir entraîné un régiment légionnaire dans la rébellion, éprouve-t-il des regrets ?

– Non, je ne regrette rien. Notre but était d'éviter un abus de confiance. L'avenir nous a, hélas ! confortés dans la conviction qu'à l'issue d'une victoire sur le terrain, la France a accepté une reddition diplomatique en rase campagne.

Arrêté quelques jours après le putsch alors que certains de ses camarades avaient déjà rejoint l'OAS et condamné à dix ans de réclusion, le commandant Denoix de Saint-Marc fut libéré à Noël 1966. Désormais à la retraite, entre deux conférences, il offre ses services aux organisations de harkis. Après être longtemps resté discret, aujourd'hui, il parle.

– Ce n'est pas pour régler des comptes ou donner des leçons, mais tout le monde doit savoir que les derniers mois de la guerre d'Algérie furent, pour l'armée, le temps du gouffre où l'obéissance n'engendre plus grandeur et servitude, mais lâcheté et non-assistance à personne en danger de mort. Ce fut une tache sur le drapeau français que seule la relève des générations a pu estomper.

Paroles d'un soldat pour qui, un jour, l'honneur ne s'est plus appelé fidélité au pouvoir politique. ●

Jean-Christophe Buisson



Le 5 juin 1961, encadré par des gendarmes, le commandant Denoix de Saint-Marc, en uniforme d'apparat des légionnaires parachutistes, béret vert et décorations sur la poitrine, est conduit devant le Haut Tribunal militaire. Qui le condamnera à dix ans de réclusion criminelle pour sa participation au putsch d'Alger.

pourtant de bénéficier d'un statut fiscal très avantageux (1). Quant à la querelle politique et sémantique qui empêcha longtemps de conférer le nom de « guerre » à ce qu'il était convenu d'appeler « les événements d'Algérie », le moins que l'on puisse écrire est qu'elle a laissé des traces. Dans les esprits, comme dans l'administration. En dépit des reconnaissances solennelles prononcées à la tribune de l'Assemblée par les ministres des Anciens Combattants André Bord en 1972 et Jean Laurain en 1981, le problème n'est toujours pas réglé : certains titres de pension militaire d'invalidité continuent ainsi à porter la mention « hors guerre », tandis que la correspondance et les circulaires officielles les concernant traitent toujours d'« opérations de sécurité et de maintien de l'ordre ».

Les plus valeureux ne sont pas les moins silencieux

Il est vrai que, pour beaucoup, « la guerre sans nom » se limita à cela : « Elle n'était pas une épopée. Nous l'avons surtout vécue dans la solitude, la peur et la déprime. Rien qu'on puisse avoir envie de raconter », rappelle un témoin dans l'ouvrage tiré du film de Patrick Rotman et Bertrand Tavernier (2). Un argument qui sonne à la fois juste et creux. Car les plus valeureux (tel Jean-Pierre Soisson qui s'engagea « en désapprouvant ce que faisait l'armée en Algérie » tout en y gagnant trois citations sur sa croix de la Valeur militaire) ne sont pas les moins silencieux. Croire à un « baroud sans honneur » qui suffirait à expliquer le silence, la discrétion, ou le malaise de tant de ces hommes paraît donc un peu court.

Tous les anciens conscrits ne sont pas davantage en position d'être rongés par les remords ou les traumatismes ; il en fut qu'on affecta aux « corvées de bois » (exécution de prisonniers) ou d'autres qui se reprochent encore aujourd'hui d'avoir accepté d'abandonner leur harka sur place, mais pour le plus grand nombre, le problème n'est pas là : si une fois rentrés dans leurs foyers la peur s'estompa vite, force est plutôt de constater que trente-deux ans plus



PRISONNIER DU FILM

Une femme algérienne pose pour une photo de propagande. Son prisonnier : un soldat du contingent. Quelques uns d'entre eux furent fusillés après avoir été exhibés de nuit en douar.

TALONNIER

tard « la solitude et la déprime » dont parle l'ancien conscrit sont souvent toujours là. Rien n'a été fait pour rassembler ces hommes, rien qui puisse leur permettre de s'épancher ou d'évacuer leur malaise.

Une blessure toujours profonde, encore secrète

Un exemple parmi d'autres, mais qui en dit long sur les raisons de leur silence, comme sur la réalité de leur isolement : les anciens combattants d'Algérie n'ont qu'une seule cérémonie annuelle en commun... mais ils en ignorent pour la plupart la date. Ce n'est bien évidemment pas le 19 mars (signature

OPÉRATION DE POLICE
Telle était à l'origine, la mission des appelés qui firent « leur service » en Algérie. Mais dans les douars ou la Casbah, ils furent rapidement en butte à une hostilité contre laquelle rien ne les avait préparés. Et la « démoralisation du contingent » fit très vite l'objet de rapports alarmants.



NICOLAS TINHOUBI/FRANCOUR

► 1954 : LA GUERRE D'ALGÉRIE

des accords d'Evian, chers à la seule FNACA), ni le 2 juillet (indépendance de l'Algérie), ni le 1^{er} novembre, (début de l'insurrection, pour le trentième anniversaire de laquelle Claude Cheysson, ministre socialiste des Affaires Etrangères se rendit à Alger en 1984). Mais le 16 octobre. Or, on aurait beau chercher, quelle que soit l'année, il ne s'est strictement rien passé de particulier en Algérie un

octobre. Celui qu'on commémore remonte en fait à... 1977, date historique à laquelle Valéry Giscard d'Estaing décida de rassembler les cendres d'un soldat inconnu mort en AFN pour les transférer dans la nécropole hyper-nordique, fort ventuse et très peu fréquentée de Notre-Dame-de-Lorette, Pas-de-Calais.

En invitant ce jour-là les anciens d'AFN à se recueillir là-bas ou sous l'Arc de Triomphe, la Nation

(reconnaisante ?) ne prend donc aucun risque. Pas même celui d'embouteiller les Champs-Élysées. Ni celui de voir enfin les anciens parvenir à soigner une plaie toujours ouverte, parce que profonde, et secrète. ●

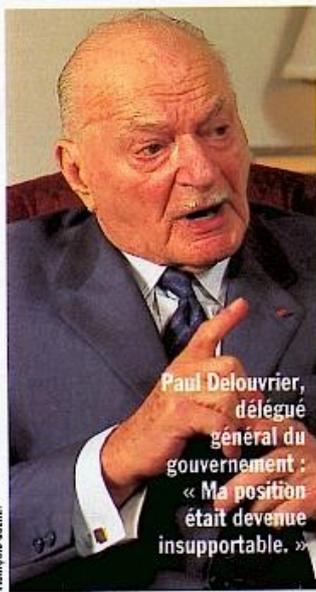
VERONIQUE GROUSSET

(1) Renseignements notamment auprès de la MRAC, à Rouen, aux (35)88.79.44 ou (35)71.37.11.

(2) *La Guerre sans nom*. Editions du Seuil. 1992.

PAUL DELOUVRIER :

Entre de Gaulle et les pieds-noirs, la tragédie du délégué général



Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement : « Ma position était devenue insupportable. »

FRANÇOIS GUEHET

Des nouvelles de son fils Mathieu ? Paul Delouvrier, délégué général du gouvernement en Algérie de décembre 1958 à novembre 1960, en donne bien volontiers : trente-cinq ans après, Mathieu Delouvrier, le bébé-symbole du célèbre discours des barricades, est conseiller du gouvernement de Boris Eltsine pour le compte de la banque Lazard. Ce bébé, aucun pied-noir ne l'a oublié : le 28 janvier 1960, au milieu de l'insurrection algéroise menée par Joseph Ortiz et Pierre Lagailarde, Paul Delouvrier annonce qu'il va quitter Alger.

— Je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir : sa femme et ses enfants. Veillez sur Mathieu, mon dernier fils. Je veux qu'il grandisse symbole de l'indéfectible attache-

ment de l'Algérie à la France.

En novembre de la même année, Paul Delouvrier demandera à de Gaulle de le rappeler à Paris. Aujourd'hui, à quatre-vingts ans, dans son appartement proche des Invalides, cet archétype du « grand commis de l'Etat » raconte son déchirement. Il ne voulait pas tromper les pieds-noirs, mais ne pouvait trahir de Gaulle. L'allusion à Mathieu ?

— La situation était émotionnelle à un tel degré que le représentant de l'Etat se devait de faire appel à l'émotion. Et pour s'expliquer sur le fond de ce discours, Delouvrier trouve une formule frappante :

— Je dirais que j'étais équivoque, mais clairement. J'étais en effet attaché aux pieds-noirs. Je les aimais et je reconnaissais leur valeur, mais je savais qu'ils

n'étaient pas l'avenir, et qu'ils allaient souffrir. Mais je ne pouvais pas leur dire : « Préparez-vous à partir. » Comment de Gaulle aurait-il pu alors négocier avec le FLN ?

L'ancien délégué du gouvernement pense sincèrement avoir ainsi évité un risque de guerre civile à la France.

— Au téléphone, de Gaulle me disait : « Cessez les harangues, tirez ! » Il me rappelait qu'il avait tiré, à Dakar et en Syrie, pendant la Deuxième Guerre mondiale, sur d'autres Français.

Enfin, Paul Delouvrier se défend d'avoir égaré les Français d'Algérie. Cette « position insupportable », selon ses propres mots, était la conséquence du devoir civique qui le liait à un général de Gaulle peu disert sur ses options.

— La seule instruction qu'il m'ait donnée, c'était : « Ne prononcez jamais les mots Algérie française. » La rupture interviendra quand de Gaulle parlera de « République algérienne » : prématurément, selon Paul Delouvrier. Ses affrontements avec le chef de l'Etat, il les raconte, ainsi que l'ensemble de son action en Algérie et le reste de sa vie de haut fonctionnaire, dans *La Passion d'agir*, de Roselyne Chenu, au Seuil. Il ne cache rien des tourments d'un serviteur de l'Etat qui ne veut pas perdre son âme. On y trouve aussi des accusations sans appel : la décolonisation ? « Elle n'était pas pensée, encore moins préparée ».

Personne, selon lui, n'était prêt non plus au retour brutal des pieds-noirs (« seuls les fonctionnaires et les employés des sociétés nationalisées ont été accueillis »). Et Paul Delouvrier qualifie le retard à l'indemnisation des Français d'Algérie de « honte pour la France ». ●

Pierre Prier

LE DERNIER

De 1954 à 1962, écrivains, journalistes, éditeurs s'opposèrent jusqu'à la fracture. La guerre d'Algérie fut aussi une bataille d'idées, de pamphlets et de pétitions, transformant Saint-Germain en un "djebel-des-Prés".

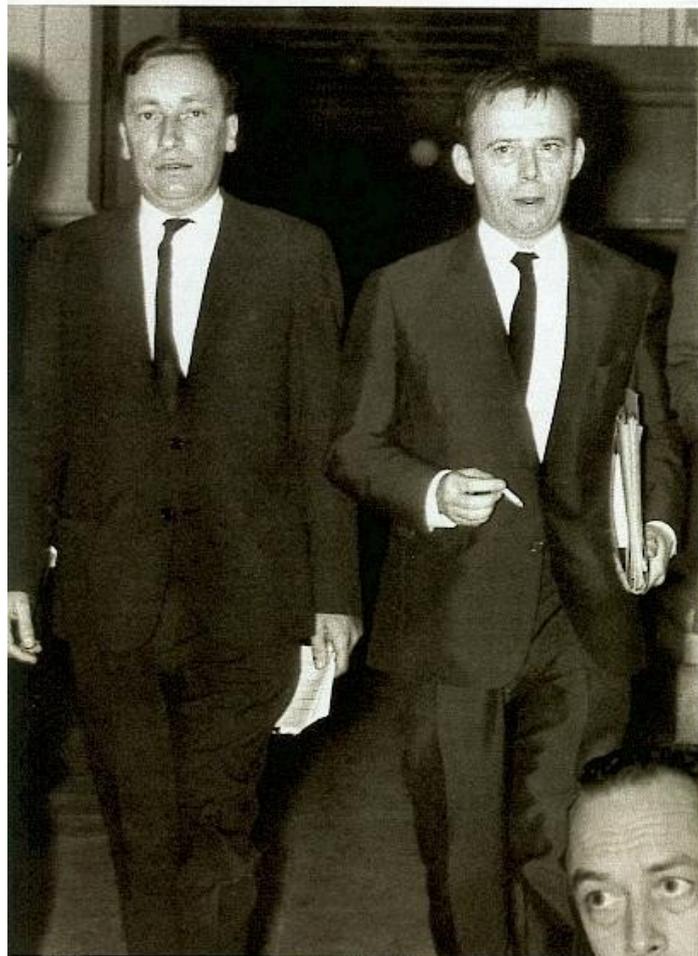
PAR OLIVIER FRÉBOURG

Il a une voix de verre pilé mais une plume de bronze. Ce jour-là, pourtant, François Mauriac hésite. Il va consacrer son article de *L'Express* à la torture en Algérie. Il n'a pas de preuves, seulement des témoignages. Un ami lui raconte les exactions de l'armée française : « Ils n'ont pas renoncé aux coups de nerf de bœuf, vous savez ! (...) mais le courant électrique sous les aisselles et entre les jambes (...) » Horrifié, l'écrivain catholique l'interrompt : « Ce n'est pas possible. » François Mauriac est convaincu. Sa chronique du 15 janvier 1955 aura pour titre : « La question ».

Mars 1962 : un homme de petite taille, au visage sec, entre au 5, rue Sébastien-Bottin, siège des éditions Gallimard. C'est un clandestin. Un homme traqué par la police. Un capitaine. Son nom : Pierre Sergeant. Il est reçu dans le bureau du rez-de-chaussée par l'écrivain le plus insolent de la maison : Roger Nimier. Rencontre d'un parachutiste et d'un hussard des lettres. L'auteur des *Epées* tend un paquet à l'officier : « Voici le courrier de l'état-major de l'OAS. »

1955-1962 : le temps d'un septennat, modèle V^e République, d'un mariage de passion. Sept années durant lesquelles les intellectuels

VRAI COMBAT DES INTELLECTUELS



CONDAMNÉS POUR LEURS IDÉES

Roland Laudenbach, directeur littéraire de La Table Ronde, et Jacques Laurent à la sortie du tribunal après un procès en diffamation. Ci-contre : Albert Camus, le pied-noir qui se voulait « le juste » de cette guerre.

français se regarderont dans le miroir brisé de la guerre d'Algérie. Porteurs de valises pour le FLN ou artificiers de l'OAS ? Entre ces deux extrêmes, un brin viril, les clercs français plus féminins et sceptiques, choisiront souvent des attitudes moins exposées. Mais, à l'époque où François Truffaut réalise *Les quatre cents coups*, ils entendent jouer un rôle de premier ordre dans une guerre essentiellement psychologique : le duveteux Saint-Germain-des-Près adoptera parfois le relief du Djebel.



Les premières mesures de répression contre les nationalistes algériens amènent *L'Express*, *France-Observateur*, *Témoignage Chrétien*, *Le Monde* à interpeller les gouvernants. Dans *France-Observateur*, le journaliste Claude Bourdet intitule même l'un de ses articles : « *Votre Gestapo* ».

La question de la torture et l'envoi du contingent en Algérie seront les deux étendards de la gauche intellectuelle. Jean-Paul Sartre défend une ligne marxiste-léniniste, la cause du FLN et le terrorisme : « *Abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre.* » Avec Simone de Beauvoir, il siège au *Pont Royal*, tout proche des éditions Gallimard : un bar d'hôtel en sous-sol avec des boiseries, style paquebot. Il deviendra l'un des lieux de rendez-vous des porteurs de valises du FLN. Son principal avantage : disposer de deux portes d'accès opposées, utiles en cas de descente de police. Ce n'est pas Sartre qui écrira le bréviaire des indépendantistes mais un inconnu du public français : Henri Alleg, ex-directeur du journal communiste *Alger Républicain*. Arrêté par les hommes

du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes, incarcéré à la prison Barberousse à Alger, il communique à ses avocats un manuscrit. Une bombe : une description précise des méthodes de torture des parachutistes. Jérôme Lindon, le patron des éditions de Minuit, le publie non sans hésitation. Malgré sa saisie, *la Question* d'Henri Alleg s'imposera comme le best-seller de la cause algérienne. Avec le Seuil et les éditions Maspéro, Minuit se déclare en faveur de la décolonisation mais les engagements entraînent descentes de police et poursuites judiciaires. Et plus tard, des représailles. L'appartement de Jérôme Lindon sera plastiqué par l'OAS et sa maison d'édition échappera à un attentat grâce à la vigilance d'un gardien algérien employé dans un garage voisin. Jérôme Lindon affirme pourtant : « *A Paris, on ne risquait pas sa vie. C'était une guerre idéologique.* »

Albert Camus est mis à l'index

Face à cette mobilisation, deux grandes voix solitaires : Camus et Aron. Pied-noir, l'auteur de *L'Étranger* se prononce pour une « trêve civile ». Sympathisants de l'Algérie française et pro-indépendantistes – existentialistes en tête – lui reprochent sa neutralité et le mettent à l'index. Camus leur oppose silence et éloignement. Mais à Stockholm où il reçoit le prix Nobel de littérature, l'enfant de la banlieue d'Alger déclare au cours d'une conférence de presse : « *Je crois à la Justice mais je défendrai ma mère avant la Justice.* »

Raymond Aron s'isole, lui-aussi, comme Camus. Partisan de l'indépendance, le frère ennemi de Sartre revendique sa position « d'hérétique » et sa « clarté glacée ». Une grande partie de la droite ne lui pardonnera pas.

A la Libération, la droite intellectuelle avait été décapitée. Traumatisée par l'épuration, elle n'occupe plus une position dominante. A partir de 1958, elle s'engage plus

➔ 1954 : LA GUERRE D'ALGÉRIE



REXUS

L'écrivain Roger Nimier. Dans son livre « la Bataille », Pierre Sergent, patron de l'OAS-méto, révélera que l'auteur du « Hussard bleu » était l'une des boîtes aux lettres de l'organisation secrète.

radicalement pour l'Algérie française. Et contre de Gaulle.

Journaliste et écrivain, Jacques Laurent enquête sur le terrain, souhaite des réformes en profondeur : « La France ne pouvait conserver l'Algérie que si elle était capable d'un immense élan de générosité

qui supposait un financement considérable. Cet élan m'enthousiasmait... », écrira-t-il dans son *Histoire égoïste*.

L'aspect cause perdue le séduisit, reconnaît-il aujourd'hui : « Je regrette de ne pas avoir fait graver sur mon épée d'académicien cette phrase de Caton : « Les causes victorieuses plaisent aux dieux, les causes vaincues plaisent à

Caton. » Mais je n'ai jamais été membre de l'OAS comme je n'ai jamais été membre de la Cagoule. Je n'aime pas les sociétés secrètes contre lesquelles s'insurge ma formation maurrassienne. »

Auteur de plusieurs romans sur l'Algérie sous le pseudonyme de Cécil Saint Laurent, collaborateur du journal « Algérie française » l'*Esprit public*, jugé « écrivain subversif » par le pouvoir, Jacques Laurent échappe à une souricière de la police chez Lipp. Et en 1961, recherché, il pose pour un journal parisien à Saint-Tropez, à la terrasse de la *Ponche*, une anisette à la main.

La cause Algérie française se cristallise autour des éditions de La Table Ronde. Dirigées par Roland Laudenbach, responsable, un moment, de la branche « Action psychologique et propagande » de l'OAS, elles publient les hussards

dités de droite : Blondin, Déon, Laurent, Nimier ; mais aussi les gongnards dits de gauche : Bernard Frank, Jean Freustié, Gabriel Matzneff et Bernard Pingaud. Son engagement n'empêchera pas Roland Laudenbach de soutenir Jérôme Lindon au moment de ses ennuis judiciaires. Et réciproquement. La solidarité « littéraire » pouvait l'emporter sur les choix partisans.

Michel Déon dans le bled en Triumph TR3

Située alors au 40, rue du Bac, face au bar du *Pont-Royal* fréquenté par Sartre et de Beauvoir, La Table Ronde éditera *Au lieutenant des Taglaits* de Philippe Héduy (1960), réponse à *Lieutenant en Algérie* de J.-J.S.-S. ; et, après les accords d'Evian, *Histoire de l'OAS* de Jean-Jacques Susini, livre immédiatement saisi.

Michel Déon, qui se définissait alors comme « un sympathisant terriblement sceptique de l'Algérie française », franchira, lui aussi, la Méditerranée. Et, en 1958, au milieu des Dodge et des jeeps, il traversera les postes du bled au volant d'une Triumph TR3. Les adversaires de l'indépendance se retrouvent au restaurant des *Ministères*, non loin de La Table Ronde, tenu par l'épouse du colonel Gardes, membre de l'état-major de l'OAS.

Mais pour les messages secrets, ils préfèrent le recueillement de l'église Saint-Thomas-d'Aquin.

L'opposition entre intellectuels de gauche et de droite connaîtra une accélération au moment de la signature, en septembre 1960, du « Manifeste des 121 », écrivains, universitaires et artistes proclamant « le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie ». Immédiatement, la droite répond par un contre-manifeste. Ce qui n'empêchera pas Jacques Laurent de continuer à voir Françoise Sagan et de se rencontrer dans les mêmes salons. Selon Michel Déon, l'ambiance rappelait « l'affaire Dreyfus ».

Dans le Paris de la guerre d'Algérie, les intellectuels continuent à déboucher des bouteilles de champagne, roulent en décapotable ou en taxi Vedette, passent leur vacances à Saint-Tropez. Et Aragon, de peur d'être arrêté, couche à l'ambassade d'URSS. Il y a l'Algérie mais aussi les seins de Brigitte. Les écrivains ont des opinions. Ils ne se battent pas dans le désert. Il fait trop chaud là-bas. C'est sur la route, au volant d'une bagnole, qu'ils iront mourir comme des milliers de leurs compatriotes. Françoise Sagan plonge dans un fossé. Camus, Huguenin, Nimier ne se remettent pas de la vitesse de leur style. « Ils ressemblent aux héros de leurs romans » titre un magazine. La France perd des hommes. ●

OLIVIER FRÉBOURG

L'APPEL DES 121

C'est le texte de référence des intellectuels partisans de l'indépendance de l'Algérie. Conçu en partie dans les murs des éditions Julliard où travaillent Maurice Nadaud et Jean-François Revel, il est écrit par Maurice Blanchot. En fait, il réunira plus de deux cents signataires (Arthur Adamov,

Simone de Beauvoir, Yves Berger, Bernard Frank, Bernard Pingaud, Maurice Pons, Simone Signoret, Jean-Paul Sartre, Claude Sautet, Pierre Vidal-Naquet...), qui déclarent, en septembre 1960 : « Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien ; nous respectons

et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français. »

L'écho est considérable. Maurice Nadaud est appréhendé courtoisement aux éditions Julliard. Bernard Frank est interrogé. Jean-François Revel signe le manifeste :

— La Constitution interdisait d'envoyer le contingent pour une

opération de police dans un département français, explique-t-il. Et la fiction de l'Algérie française ne tenait pas la route.

Revel, comme Frank, précise qu'aujourd'hui encore, il signerait ce manifeste.

François Nourissier dont la « sensibilité est alors à gauche » refuse de cautionner un appel à la désertion. Aux « professeurs de la trahison », la droite oppose « un manifeste des intellectuels » signé notamment par Antoine Blondin, Michel Déon, Roland Dorgelès, Jacques Laurent, Roger Nimier, Raoul Girardet, Louis Pauwels. Michel Mohrt, sympathisant de l'Algérie française ne le signe pas. La guerre d'Algérie fut aussi, le rappelle l'historien Jean-François Sirelli, « une guerre de pétitions ». ●

O. F.

Sartre et Beauvoir, le couple adulé de l'existentialisme et des porteurs de valises du FLN. Sagan et Frank, signataires du manifeste des 121. A l'époque, ils fréquentaient le bar du « Pont-Royal », rue du Bac à Paris.



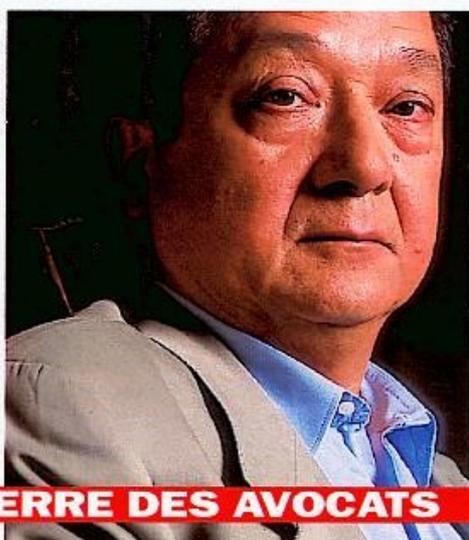
LEPHOTOVOLLETT - FRANCOIS BRY

« Aujourd'hui encore, j'estime que ce combat pour l'Algérie française a été un bon combat. »



STYNE RIGAU - AUBER

« J'ai quitté le PC en 1957. Il ne s'engageait pas assez pour l'indépendance de l'Algérie. »



CE FUT AUSSI LA GUERRE DES AVOCATS

JEAN-BAPTISTE BIAGGI

Algérie française

C'est la manifestation du 6 février 1956 que j'ai organisée avec mes amis, à Alger, contre Guy Mollet, qui a pu être considérée comme le point de départ de notre combat contre l'abandon de l'Algérie française. Ce combat qui a regroupé toutes les opinions. De la droite à la gauche. D'ailleurs les pieds-noirs étaient dans leur grande majorité des gens de gauche. A nos côtés, en 1958, il y avait Michel Debré et toute la France criait avec de Gaulle « Algérie française ! ». Et puis, il y a eu le discours du général sur l'autodétermination, le 16 septembre 1959, qui m'a amené avec un certain nombre de députés à démissionner de l'UNR.

De Gaulle voulait l'Algérie algérienne. Il a réussi à retourner l'opinion après la semaine des barricades et après le putsch des généraux surtout. C'est à ce moment-là, en avril 1961, qu'est apparue l'OAS. C'était une réaction instinctive, une réaction de l'honneur. Son objectif n'était pas

de prendre le pouvoir mais de sauvegarder l'Algérie française. A cet égard, il faut lui rendre hommage. Ceux qui s'y sont engagés l'ont fait par devoir. Et leur chef, le général Salan, qui m'avait pourtant fait mettre en prison en mai 1958 et au procès duquel j'ai témoigné à décharge comme François Mitterrand, a cru, lui aussi, accomplir son devoir. J'ai plaidé pour l'OAS : gratuitement, bien entendu. Mais j'ai refusé d'en faire partie.

J'étais l'un des avocats du colonel Argoud, ancien chef d'état-major de Massu, et qui était passé à l'OAS en 1961. Messmer, ministre des Armées du général de Gaulle, l'a fait enlever à Munich et ramener en France, ligoté dans le coffre arrière d'une voiture abandonnée devant la préfecture de police. Cette attitude fut déshonorante pour le gouvernement. Les grandes consciences qui se sont élevées contre la capture de Carlos n'ont pas protesté à l'époque contre le kidnapping de ce colonel français !

Pour justifier l'enlèvement, le président de la Cour de sûreté de l'Etat n'a rien trouvé de mieux que le faux adage latin « *Male captus, bene detentus* » (mal capturé, bien détenu) : cet adage était du juge américain Lynch, qui a donné son nom au... lynchage !

Je défendrai toujours le de Gaulle de 1940 mais pas celui de 1962. Et si, comme il l'a écrit dans ses *Mémoires d'espoir*, il souhaitait dès le départ l'Algérie algérienne, pourquoi a-t-il crié en 1958 « Vive l'Algérie française » ? ●

JACQUES VERGÈS

Algérie algérienne

Entre les Algériens et moi, ce fut un coup de foudre. Et je comprenais aussi bien leurs passions que, parfois, leurs excès. La défense de Djamila Bouhired est la première affaire que m'aient personnellement confiée les gens du FLN. Elle avait vingt-deux ans et venait d'être arrêtée dans la Casbah après avoir été blessée au cours d'une fusillade. Elle m'a dit avoir été torturée. Je disais à mes confrères : la révolution algérienne va s'incarner dans le plus beau symbole : le visage d'une jeune fille. Son procès à Alger, en juillet 57, eut un grand retentissement. Au Caire, on tournait un film sur sa vie ; Anis Naccache m'a avoué qu'à l'âge de cinq ans il avait manifesté, à Beyrouth, pour Djamila Bouhired.

Djamila fut la première femme du FLN condamnée à mort. Quand le président lui a appris sa condamnation, elle a éclaté de rire. Elle contestait toutes les accusations, ses « aveux », ses liens avec Yacéf Saadi et le réseau des poseuses de bombes mais elle m'a interdit de demander sa grâce. Non, je n'ai

jamais croisé des victimes d'un attentat du FLN. Il y a eu des choses terribles mais ça n'a pas pris un caractère de masse comme pour les Algériens massacrés – pas par les pieds-noirs, d'ailleurs, mais par une certaine partie de l'armée qui agissait dans un cadre dessiné par des civils, des ministres, qui sont beaucoup plus coupables que les militaires. Quand la guerre d'Algérie éclate, le ministre de l'Intérieur s'appelle Mitterrand et c'est lui qui déclare : « On ne négocie pas, on fait la guerre. » Le président du conseil, c'est Guy Mollet.

En novembre 1957, donc, Georges Arnaud et moi avons sorti un livre intitulé *Pour Djamila Bouhired*, François Mauriac, André Frossard ont écrit des articles. Simone Veil est intervenue d'une manière discrète. L'émotion à travers le monde et en France, existait. La commission des grâces s'est réunie.

Le 13 mars 1958, Djamila Bouhired a été graciée. Libérée en 1962, elle est tout de suite rentrée en Algérie. En 1965, je l'ai épousée selon le rite musulman sous le nom de « Mansour » (« le victorieux »), mon nom de clandestinité pendant la guerre d'Algérie. Djamila Bouhired s'est tenue à l'écart du FLN qui l'a déçue, depuis le départ. Elle a créé, avec quelques anciens militants, une petite usine de fabrication de produits de toilette. Nos deux enfants, Iliès et Myriam, font leurs études en France. Leur mère vient souvent les voir. D'une manière toujours très discrète. Et dans nos conversations, nous ne parlons pas du FIS. ●

Propos recueillis par Laurence Pieau

LES PIEDS-NOIRS : PLUS D'UN MILLION

Le 3 juillet 1962, après huit ans de guerre, l'Algérie devenait indépendante et algérienne. Un million de pieds-noirs quittaient ce pays où la plus grande majorité d'entre eux vivait depuis quatre ou cinq générations. Ceux qui ignoraient ce qu'ils avaient vécu mirent du temps à les comprendre.

PAR JEAN-PAX MÉFRET

Vite ! Le gamin est pâle, il avance sur les pas de sa mère en traînant une valise trop lourde et trop grande qui racle le quai, il jette des regards inquiets par-dessus son épaule. Deux voitures brûlent sur le bord de la route. Vite, vite ! Les soldats sont derrière les haies de barbelés. Ils tiennent leur mitraillette à deux mains. Ils semblent avoir peur. Vite ! Les passagers se bousculent à l'entrée des cales du cargo. L'enfant pleure. Son chien est mort, piqué par le vétérinaire. Ils ne pouvaient pas l'emmener : une valise chacun, c'est tout. Et les cercueils sont restés au cimetière.

Dans Alger, le FLN reprend ses marques sous les ordres de Si Azeddine, qui va réunifier les réseaux terroristes. Azeddine fait cause commune avec Vitalis-Cros, le préfet d'Alger réfugié, comme toutes les autorités françaises, à la cité-forteresse du Rocher Noir. L'ennemi, c'est bien entendu l'OAS mais c'est aussi tous ceux qui sont pour l'Algérie française même s'ils ne cautionnent pas forcément toutes les actions de l'organisation. L'ennemi c'est 95 % des pieds-noirs.

Dès le 19 mars, à la signature du cessez-le-feu, de nombreux Français d'Algérie sont abattus au hasard par le FLN. L'OAS intervient également. Les chiffres sont effrayants. Des dizaines de morts par jour, auxquels s'ajoutent les enlèvements. Entre le 19 mars et le 10 juin 1962, 1 535 pieds-noirs (un toutes les deux heures !) seront enlevés dans Alger par le FLN. Disparus à jamais, ou retrouvés exsangues et affreusement mutilés. Le 5 juillet, Jean Chapus, personnalité libérale d'Alger, ami d'Albert

Camus, disparaîtra ainsi en pleine rue ; on retrouvera son corps torturé le lendemain matin au bord d'une route. On estime que le même jour à Oran, plus de deux mille pieds-noirs furent enlevés par le FLN !

L'OAS qui continue ses plasticages – cent vingt bombes en deux heures lors de la nuit baptisée *rock'n roll* – pratique de moins en moins l'attentat « ciblé » (ces actions dites « ponctuelles »). En mai, l'armée secrète est moribonde. Avant que certains de ses représentants ne concluent un accord éphémère avec le FLN, elle brûle ses dernières cartouches : explosions, exécutions, « hold-up » et constitution de maquis. Affaibli par les arrestations, en mars et en avril, de ses chefs et d'un grand nombre de ses cadres (les généraux Salan et Jouhaud, le lieutenant



JOSEPH ORTIZ :



L'homme des barricades va bâtir un sanctuaire

"En me faisant condamner à mort par un tribunal le 2 mars 1961 pour avoir monté le camp retranché des barricades, il est certain que de Gaulle voulait faire un exemple. J'étais l'homme des quartiers populaires. Mes hommes de base venaient du socialisme et du PC. A quelques heures de la reddition du camp retranché, le 1^{er} février 1960, j'avais décidé de me rendre. Biaggi m'en a dissuadé : « Tu défendras mieux l'Algérie en liberté qu'en prison. »

J'ai quitté mon pays à fond de cale. Je me suis réfugié en Espagne. Au moment de l'OAS, j'ai été placé en résidence surveillée aux îles Canaries. Je n'ai pas pu rejoindre Alger où j'aurais très probable-

DE FRANÇAIS DANS LA TOURMENTE



SIRI/ICPA FRANCE

Roger Degueldre), l'organisation clandestine est dépassée dans son action par des éléments incontrôlés livrés à la folie du désespoir – mais aussi, parfois, à la manipulation de quelques professionnels envoyés par Paris.

Trop de morts, trop de sang, trop de larmes

Le 2 mai, l'explosion d'une voiture piégée par l'OAS sur le port d'Alger provoque une soixantaine de morts. Trois jours plus tard, sept femmes de ménage algériennes sont abattues. Le 8 mai, douze autres. Le 14 mai, Si Azzedine envoie ses hommes à la chasse aux Français : dix-sept morts. Mais ce massacre passe inaperçu dans l'opinion publique encore sous le choc de l'assassinat des femmes de ménage. Les responsables – retrouvés et sanctionnés par l'OAS – de certaines de ces actions parleront de méprise et tenteront de se justifier en expliquant que les dirigeants FLN circulent en ville cachés sous des haïks. C'était vrai pendant la « bataille d'Alger » et c'est sans doute encore exact en mai, mais la population pied-noir ne suit plus. Trop de morts, trop de sang, trop de larmes. Depuis deux mois,



CONTRE LES BANDEROLES : LES BOMBES
Plusieurs dizaines d'enfants furent victimes des bombes de Yacéf Saadi. Les terroristes du FLN préféraient les faire exploser dans des endroits neutres, en touchant des innocents, plutôt que dans des cercles militaires ou politiques.

ment fait partie de l'organisation – avec de sérieuses réserves, toutefois, sur les attentats aveugles...

En 1972, je suis rentré en France. A 55 ans, il m'a fallu tout recommencer professionnellement. Depuis quatre ans, je me consacre à l'édification du Mémorial de Notre-Dame d'Afrique (*) afin d'en faire un lieu de rassemblement et de prière, de préservation de notre identité. Après le refus de Toulon, il a finalement trouvé sa place à Théoule, grâce au maire André-Charles Blanc. C'est une opération d'envergure : deux millions quatre cent mille francs pour une Vierge noire de douze mètres de haut qui par-delà la mer regardera vers notre Algé-

rie. A ce jour, une dizaine de villes, dont Nice et Cannes, et le conseil régional de Provence, ont accordé des subventions. Il manque encore un million six cent mille francs.

De la terre et des reliques provenant des cimetières profanés d'Algérie ont été placés dans le socle du mémorial. Chaque pied-noir pourra faire sceller sur le monument une plaquette portant son nom ou celui d'une personne disparue. L'identité de nombreuses victimes de la guerre y figure déjà : pieds-noirs tués par le FLN, tombés lors de la fusillade de la rue d'Isly. Et, bien sûr, les morts des barricades." ●

Recueilli par Laurence Pieau
(*) BP 565. 83054 Toulon cedex

SYLVIE RABU



JOSEPH ORTIZ

A 77 ans, il entreprend une nouvelle croisade : recueillir des fonds pour édifier à Théoule-sur-mer le Mémorial à Notre-Dame d'Afrique, la Vierge noire des Français d'Algérie.



LES HARKIS : CES COMBATTANTS FRANÇAIS SERONT SACRIFIÉS PAR LA FRANCE

Au premier plan, un ancien chef de katiba de l'ALN, rallié à l'armée française : le sous-lieutenant Riguet, du « commando Georges ». A l'indépendance, il a été plongé dans un fût d'eau bouillante.

PHOTOS : RÉNÉ BRIL

algérienne le 15 octobre 1962, confie Yahia Ziad. Depuis trois mois, après avoir tenté plusieurs fois de m'engager dans la Légion qui exigeait que je sois parrainé par un de mes officiers, je vivais presque en clandestin à Saïda. Un voisin m'a dénoncé.

Emprisonné à la prison de Saïda, où il est torturé quotidiennement, Ziad est transféré à Oran. Dans la maison d'arrêt, deux cent soixante harkis croupissent en attendant la mort. Lui, il va y échapper parce que la Croix-Rouge internationale enregistre son nom lors d'une visite. Il n'est plus anonyme. Le 4 janvier 1964, il s'évade en volant une tenue d'officier de l'ALN qui sèche au soleil.

— J'ai couru jusqu'à Eckmühl où se trouvait une des dernières casernes françaises.

A l'adjudant Zairi, ils ont crevé les yeux ; ils ont plongé le sous-lieutenant Riguet dans un chaudron d'eau bouillante, le sous-lieutenant Bendida a été transporté de village en village sur un bourricot : à chaque étape, la population lui arrachait des lambeaux de chair qu'elle l'obligeait à manger. Belkhir Yahia et son frère ont été enfourchés et jetés agonisants sur un tas de fumier. Boualem Lakdar a été suspendu à un arbre au-dessus d'un fût d'essence enflammé. D'autres encore, une dizaine d'hommes du commando Griffon, ont été embrochés et grillés vifs...

Comme Zairi, Riguet, Bendida... Yahia Ziad, depuis l'âge de quinze ans, appartenait au commando Georges : une prestigieuse unité formée en 1959 par Bigeard (en même temps que le commando



« Cobra ») et composée de trois à quatre cents fellaghas ralliés. Le commando était baptisé du prénom de son chef : « Georges », un lieutenant du 3^e RPC qui a fini

général. Quelques semaines avant l'indépendance, le commando a cessé d'exister. Et ses hommes se sont dispersés.

— J'ai été arrêté par la police



Le sergent Zouari Lakdar, autre rare rescapé du « commando Georges ». Il a échappé au massacre et regagné la France par ses propres moyens.

Désobéissant à la directive du ministre Louis Joxe du 15 juillet 1962, frappant de « sanctions tant dans l'armée que dans l'administration, les promoteurs et les complices de ces entreprises de rapatriement », un commandant français lui permet de se mêler aux passagers embarqués sur le Sidi-Mabrouk. Yahia Ziad débarque à Marseille. Clandestinement, pour échapper au châtimeur énoncé dans cette même note du ministre des Affaires algériennes : « Les supplétifs débarqués en métropole en dehors du plan général

ABANDONNÉS AU FLN ET EXTERMINÉS

Moghaznis (gardes armés), Groupes mobiles de sécurité (GMS), harkis (membres d'une « harka » : mouvement, en arabe)... près de deux cent mille supplétifs musulmans luttèrent aux côtés des unités régulières de l'armée française. Les trois quarts d'entre eux furent abandonnés au FLN et exterminés après d'épouvantables supplices. Les deux cent cinquante fellaghas ralliés du prestigieux « commando Georges » connurent le même triste sort. A l'exception de quelques-uns, dont Yahia Ziad (à droite) : incorporé à quinze ans en 1959, pris par le FLN en 1962, il s'évada en 1964.

seront renvoyés en Algérie. »

En juin 1962, des harkis furent d'ailleurs arrêtés à Marseille, et renvoyés en Algérie. D'autres n'eurent même pas la chance de faire la traversée : des moghaznis de Beni-Bechir qui se trouvaient à bord d'un cargo français accosté à Philippeville furent débarqués par des soldats algériens sans que les militaires français interviennent ; et fusillés place Marquet, à proximité du port.

Une note du Service historique des armées datée du 21 avril 1977 et reproduite dans le *Livre des harkis* (*) précise que sur « environ deux cent mille supplétifs incorporés dans l'armée française, deux mille cinq cents ont été emprisonnés après l'indépendance et cent cinquante mille ont disparu ou ont été exécutés par le FLN. » Plus de quarante mille sont rentrés en France, hébergés dans les pires conditions dans des « camps de transit » : trente ans après, beaucoup y sont encore.

Yahia Ziad était au camp de Rivesaltes.

« L'enfer », dit-il. Jusqu'à cette annonce dans un journal : « SNCF recherche manœuvres ».

« Aujourd'hui, précise-t-il, j'ai trente ans d'ancienneté aux Chemins de fer et j'ai la médaille des Sports pour avoir entraîné au foot-ball, pendant vingt-cinq ans, les enfants des écoles. »

René Bail

(*) Editions JPN. BP 4. 91570 Bièvres.



Yahia Ziad

EXCLUSIF

MESSAGE

RÉSERVÉ AUX TRANSMISSIONS		AU-DESSUS DE		CETTE LIGNE	
AUTORITÉ	ORIGINE	GROUPE	DATE - HEURE	(1)	
4° R.T.		28	18 15	TRÈS SECRET	
AUTORITÉS DESTINATAIRES					
POUR ACTION (TO)		E.M.T./1- 4° R.T. (O.P.S.)			
POUR INFORMATION (INFO)		CLAIR n° /EM/1			
GENERAL C.A.A. DEMANDE FOURNIR URGENCE PROPOSITIONS					
TEMOIGNAGES SATISFACTION POUR GRADES S'ETANT DISTINGUES JOURNEE 26 MARS					
- P I N -					
INSTRUCTIONS POUR LE MESSAGE			SIGNATURE DU COL OU DU CHEF D'E.M.		
TÉLÉPHONE					



(1) En cas de double urgence le plus faible s'applique aux destinataires pour information.

LE DOCUMENT TERRIBLE

Pour mieux saisir la signification de ce message officiel, il suffit de savoir que le 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger, l'armée ouvrit le feu sur une foule sans armes de Français. Bilan : plus de quatre-vingts morts et deux cents blessés.

elle semble avoir perdu tout espoir ; consciente qu'il n'y a plus rien à faire.

Le 23 mars en effet, après un affrontement sanglant entre l'OAS et l'armée, les militaires avaient investi le quartier populaire de Bab el-Oued. Les troupes françaises avaient tiré au fusil, à la mitrailleuse, à la mitrailleuse et même au canon de 37 sur les habitations civiles, toutes suspectes d'abriter des membres de l'armée secrète. Des morts, encore. Et pendant plusieurs jours, le quartier en état de siège. Plus d'eau, plus de nourriture. Dans son très beau livre *Bab el-oued*, le journaliste Gabriel Conessa rapporte ce que lui confia, au moment du blocus, Nicolas Loffredo, premier maire de ce quartier populaire : « Nous sommes intervenus en faisant remarquer que des bébés étaient en train de mourir. Tu sais ce que nous a répondu un officier de gendarmerie ? "Tant mieux ! Plus il en crévera, plus ça vaudra ! Il y en aura moins pour nous tirer dessus". Et comme nous demandions qu'on enlève au moins »

L'Echo d'Oran

EDITION SPECIALE DE L'O.A.S

LO.A.S. VAINCRA!



TIRÉE À VINGT MILLE EXEMPLAIRES

Cette page pirate a été réalisée le 6 février 1962 par l'OAS à « l'Echo d'Oran », et intercalée dans le quotidien. A la « une », les photos de Salan et de Jouhaud, qui signe l'éditorial (monté à l'envers). En exergue, une citation de De Gaulle du 6 juin 1958 : « Vive Oran, ville que j'aime et que je salue ! Oran bonne terre française ! »



Paris-*presse*
l'intransigeant

Le maire de Marseille a 150.000 habitants de trop
GASTON DEFFERRE :

*“Que les
«pieds noirs»
aillent
se réadapter
ailleurs”*



Gaston Defferre : « Le gouvernement doit faire quelque chose. »





KESTINE - R.A. GAWRA - SYRINE RIHO

les morts, il a éclaté : "Vos cadavres, mangez-les !".

Au même moment, un cortège pacifique qui marchait vers Bab el-Oued était décimé rue d'Isly par des fusils-mitrailleurs de l'armée française. L'explication officielle, largement reprise par la presse à l'époque, est que des coups de feu OAS venant des toits avaient visé la troupe et qu'elle avait riposté. Personne ne demanda alors pourquoi la troupe avait « riposté » en tirant droit devant, sur la foule, et non pas vers les toits. Ni pourquoi aucun soldat ne fut tué ou sérieusement touché dans ce prétendu échange de feu. Il y eut près de quatre-vingts morts et deux cents blessés – tous civils – dans ce carnage du 26 mars 1962 pour lequel (et nous en apportons la preuve, page 107) certains grades reçurent un très officiel « témoignage de satisfaction » du corps d'armées d'Alger.

– Après un coup pareil, nous n'avons plus d'illusions à nous faire, commente Jean Rivet qui était présent rue d'Isly. C'était la valise ou le cercueil. Beaucoup n'ont pas eu la possibilité de choisir.

Les noms de ceux-là viennent s'ajouter à la longue liste des milliers de victimes innocentes de cette guerre effroyable dans sa cruauté, abominable dans ses massacres, impitoyable dans sa répression. Une guerre de religion, menée au nom de l'Islam, souvent comparable à celle qui déchire en ce moment même l'Algérie : égorgements, mutilations, bombes, enlèvements. Depuis 1992, comme de 1954 à 1962, l'Histoire se répète à l'identique.

– Il faut faire peur, disait le pieux Zirout Youssef de la wilaya 2. Il prônait le massacre aveugle. C'est lui qui, le 20 juin 1955, à Philippeville (Skikda), organisa la tuerie de cinquante pieds-noirs ; ce qui entraîna 1 273 morts dans le djebel au cours des opérations menées par l'armée. C'est encore sous ses ordres que fut commis dans le bled l'abominable massacre d'une famille d'agriculteurs : le père, tous les membres tranchés à la hache, un nouveau-né de cinq jours tronçonné puis remplacé dans le ventre béant de sa mère.

A Alger, Yacéf Saadi et son réseau de poseuses de bombes, ainsi que Larbi Ben M'hidi, qui marquait ses victimes au tampon encreur du FLN, faisaient

alors régner dans la population la même terreur que les islamistes aujourd'hui. Les musulmans qui fumaient ou qui fréquentaient les cafés européens avaient le nez tranché au rasoir. Les bombes explosaient dans les brasseries, à l'intérieur des réverbères, à côté des arrêts d'autobus, dans les cafétérias, les églises, les stades.



MARK RIBBON/ANOVIN

Le 3 juillet 1962 : l'Algérie indépendante pavoise.

Partout dans le pays, on grillageait pour éviter les lancers de grenades. A chaque explosion ou mitraillage, des enfants étaient toujours parmi les victimes. Morts ou amputés comme Jean-Claude, dix ans, le roi du « shoot à l'effort » sur les boîtes de conserve. Ses deux jambes sont restées sur les gradins du stade d'El-Biar où le FLN déposa une bombe le 10 février 1957.

Il ne connaissait pas l'histoire de l'Algérie, Jean-Claude. Il ne savait pas que le nom arabe d'Alger était *El Djeza'ir* qui voulait dire « Les Iles » et que *Maghreb* signifiait « Occident ». Il ne savait pas que les populations musulmanes et juives avaient eu, dès 1865, la possibilité de prendre la nationalité française – à condition de renoncer à leurs lois religieuses – et qu'en 1870, les juifs furent naturalisés d'office par Adolphe Crémieux, envoyé par Gam-

beta en Algérie pour mettre fin à l'agitation coloniale. Le décret Crémieux provoqua une insurrection en Kabylie (1870-71) et, au début du siècle, des troubles anti-juifs dans les principales villes du pays.

En 1889, une loi faisait des fils d'étrangers nés en Algérie des nouveaux Français à part entière – des

« néos » – s'ajoutant aux Français de souche qui peuplaient le pays. Les Algériens durent attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour obtenir la pleine citoyenneté. Avec encore quelques restrictions en ce qui concernait l'éligibilité et le droit de vote. En 1926, le recensement dénombra ainsi 549 000 Français de souche, 71 000 « néos » et 37 000 juifs. La population arabo-berbère atteignant de son côté environ 6 millions d'individus : 4 millions de plus qu'à l'arrivée des Français, un siècle plus tôt.

Le 1^{er} juillet 1962, l'Algérie (avec évidemment bien peu de pieds-noirs) vote à 99,72 % pour l'indépendance.

Dans les rues, on dansait déjà le twist de l'indépendance et les femmes avaient terminé de coudre les tissus vert et blanc frappés du crois-et de l'étoile rouges : le drapeau du nouvel Etat.

Dans les villes d'Algérie, c'est le délire. Les biens laissés par les Français sont pris

d'assaut. Mais beaucoup de pieds-noirs ont tout détruit avant de partir. Dans les quartiers périphériques, les règlements de compte commencent. Le sang continue à couler. Les *yaouleds* s'en prennent aux statues : Bugeaud est couronné d'une poubelle sur la tête, Jeanne d'Arc est voilée à la musulmane et arbore le drapeau algérien. Les rues changent de nom : Anatole-France deviendra Anatole-Algérie.

Entre-temps, le cargo a traversé la Méditerranée. L'enfant ne pleure plus. Il est sur le pont. En face, c'est Marseille. Il sourit. Il ne sait pas encore ce qui l'attend : les repas de la soupe populaire, les vêtements usagés de la Croix-Rouge, les centres d'accueil, les lits de camp dans des garages transformés en dortoirs. Il va découvrir l'humiliation, le mépris, l'injustice. Mais aussi une formidable envie de vivre.

Et d'aimer. ●

JEAN-PAX MÉFRET

EN JUILLET 1962, DEFFERRE NE LES VOULAIT PAS

Les pieds-noirs : une mosaïque de Français de souche (70 %) et de Français par choix et de « sang versé » issus du bassin méditerranéen, avec aussi des Suisses et des Allemands... Trois pour cent d'entre eux avaient un niveau de vie supérieur aux métropolitains ; vingt-cinq pour cent, un niveau égal ; et soixante-dix pour cent, un niveau inférieur. « Les hommes de ma famille étaient pauvres et sans haine et n'ont jamais exploité ni opprimé personne », écrivait Albert Camus : « Les trois quarts des Français d'Algérie leur ressemblent. »